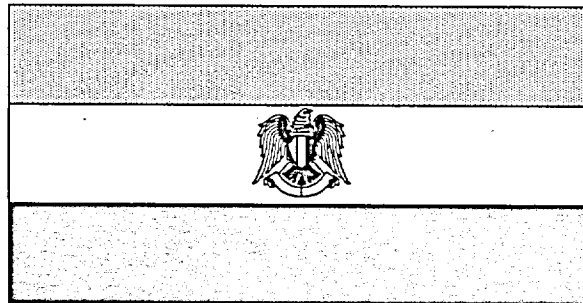


ÉGYPTE

**Lignes directrices à l'intention
des exportateurs canadiens de poisson
1994**



*Ministère des Affaires étrangères
et du Commerce international*

LIBRARY E A/BIBLIOTHEQUE A E



3 5036 20097579 8

DOCS

CA1 EA660 94E33 EXF

Egypt : guidelines for Canadian
fish exporters 1994

32782074

ÉGYPTE

Conseils à l'intention des exportateurs canadiens de poissons
1994

SECRETARIAT DE LA LIAISON SECTORIELLE

Ministère des Affaires étrangères et du Commerce international

125, promenade Sussex

Ottawa, Canada K1A 0G2

Tél:(613) 995-1712

Télec:(613) 943-1103

Avril 1994





60984 81800

RÉSUMÉ

Les présents conseils s'adressent aux entreprises canadiennes désireuses d'exporter du poisson et des fruits de mer en Égypte. Elles y trouveront des renseignements sur le marché égyptien des produits de la pêche, sur divers aspects de l'économie du pays et sur les facteurs qui influent sur les importations de ces produits dans ce marché, ainsi qu'une foule d'autres renseignements utiles sur différents sujets : les données de base, un survol du marché, des renseignements généraux, les habitudes de consommation, l'industrie égyptienne des produits de la pêche, les questions de distribution et d'accès au marché, les documents d'expédition, les transports, une annexe statistique ainsi que des listes de personnes-ressources, d'importateurs, de distributeurs et d'utilisateurs.

AVIS AUX LECTEURS

L'ambassade du Canada au Caire a reconnu qu'il était prioritaire de promouvoir les exportations dans le secteur des pêches, car il existe sur le marché égyptien des débouchés que les exportateurs canadiens sont encouragés à exploiter. Le présent document vise à fournir à ces derniers des renseignements généraux sur ce marché. On y donne un aperçu des débouchés commerciaux susceptibles de les intéresser, de même que des renseignements sur différents aspects socio-économiques tels la population, le territoire, les normes, la langue, les voyages d'affaires et le régime politique. On y trouve également des renseignements sur le marché égyptien portant notamment sur la demande et l'offre, les importations, les circuits de distribution, les débouchés commerciaux, l'industrie locale, l'accès au marché, les transports et les habitudes de consommation.

On y analyse les conditions d'accès au marché, plus particulièrement les documents d'expédition, les inspections, l'emballage, l'étiquetage, la commercialisation et la réglementation. Une section traite des divers modes de transport en Égypte. Les exportateurs y trouveront également une liste des Centres de commerce international au Canada (p.21) et une liste des Directions commerciales géographiques du ministère des Affaires étrangères et du Commerce international (p.20). Enfin, ils y trouveront une liste de personnes-ressources, au Canada et en Égypte, en mesure de les aider dans leurs démarches.

On a pris grand soin, dans la préparation de ce guide, de vérifier l'exactitude des données fournies. Toutefois, *on recommande aux exportateurs canadiens de produits de la pêche de vérifier toute donnée pertinente avec leurs relations d'affaires et de respecter rigoureusement les directives des importateurs égyptiens et des autorités du pays.*

Les présents conseils font partie d'une série de guides à l'intention des exportateurs canadiens sur divers marchés étrangers, préparés par le Secrétariat de la liaison sectorielle (TOSA) d'Affaires étrangères et Commerce international Canada. Pour toute question relative au présent guide, ou à tout autre guide publié ou à paraître, prière de s'adresser au Secrétariat de la liaison sectorielle (TOSA), 125, promenade Sussex, Ottawa (Ontario) [tél.: (613) 995-1712; téléc.: (613) 943-1103]; ou par *FAXLINK* (613) 944-4500.

Les renseignements contenus dans le présent guide ont été réunis et compilés par M. Gary G. Smith, d'*INFI-GAR Economic Services*, qui s'est également chargé de la rédaction.

TABLE DES MATIÈRES

ÉGYPTE : DONNÉES DE BASE	1
APERÇU COMMERCIAL ET ÉCONOMIQUE	2
SURVOL DU MARCHÉ	3
OBSERVATIONS DE LA MISSION	4
LES PÊCHERIES INTÉRIEURES	8
LES TRANSPORTS	9
L'ACCÈS AU MARCHÉ	10
PERSONNES-RESSOURCES	14
IMPORTATEURS, DISTRIBUTEURS ET UTILISATEURS	15
ANNEXE STATISTIQUE	16
DIRECTIONS COMMERCIALES GÉOGRAPHIQUES	20
CENTRES DE COMMERCE INTERNATIONAL	21
BIBLIOGRAPHIE	22

ÉGYPTE: DONNÉES DE BASE

- GÉOGRAPHIE** État situé à l'extrémité nord-est du continent africain, l'Égypte est limitée à l'ouest par la Libye, à l'est par la péninsule du Sinaï et la mer Rouge, au sud par le Soudan et au nord par la Méditerranée. Le pays couvre une superficie totale d'environ 1 million de km², dont seulement 35 200 km² environ sont habités et cultivés, le reste étant constitué de régions désertiques inhabitées.
- CLIMAT** L'Égypte jouit d'un climat chaud et sec, juillet étant le mois le plus chaud (21-36 °C) et janvier, le mois le plus froid (8-18 °C). Juillet et août sont les mois les plus secs (aucune précipitation) et décembre celui où les précipitations sont les plus abondantes (5 mm en moyenne).
- POPULATION** 56,4 millions d'habitants (milieu de 1993).
- GRANDES VILLES**
- | | | | |
|------------|------------|----------------|---------|
| Le Caire | 13 850 000 | Subra el-Khema | 512 000 |
| Alexandrie | 3 130 000 | Ismailia | 476 000 |
| Gizeh | 1 850 000 | Port-Saïd | 424 000 |
- HEURE** L'Égypte a 2 heures d'avance sur Greenwich et 7 sur l'heure normale de l'Est.
- MESURES** L'Égypte utilise le système métrique ainsi que certaines mesures locales (feddan, ardeb et gantar) dans divers secteurs.
- LANGUE** L'arabe est la langue officielle d'Égypte. De façon générale, les professionnels et les gens d'affaires parlent l'anglais. Toutefois, on recommande aux personnes qui doivent traiter avec des représentants du gouvernement de se faire accompagner d'un interprète.
- RÉGIME POLITIQUE** En 1971, une nouvelle constitution fut adoptée par référendum national, faisant de l'Égypte une république présidentielle. Le président est nommé par l'Assemblée du peuple (aussi appelée Assemblée nationale) et confirmé dans ses fonctions par référendum national. Il est élu pour une période de six ans, avec possibilité d'un second mandat de même durée. L'Assemblée du peuple se compose de plus de 350 membres élus et de quelques membres nommés. Le système politique égyptien est multipartite. Le processus décisionnel au sein du gouvernement égyptien est très centralisé.
- NIVEAU DE VIE** L'Égypte a une classe supérieure petite mais très riche, une classe moyenne vivant modestement et un nombre considérable de pauvres vivant dans des conditions misérables. Comme son économie ne s'est pas développée aussi rapidement que sa population, l'Égypte a un taux de chômage de plus de 15 p. 100.
- MONNAIE** L'unité monétaire de l'Égypte est la livre égyptienne (£E). Cependant, le pays recourt à un régime de taux de change multiples.

APERÇU COMMERCIAL ET ÉCONOMIQUE

Le gouvernement égyptien a reconnu qu'il fallait à tout prix opérer des réformes en profondeur pour régler les problèmes économiques du pays. Dans le cadre de consultations intenses et répétées avec la Banque mondiale et le FMI, le gouvernement a élaboré un plan de réforme économique visant à redresser les déséquilibres macroéconomiques et à réorienter l'économie vers les mécanismes du marché et le secteur privé. À la fin de 1990 et au début de 1991, le gouvernement a adopté d'importantes mesures pour réduire son déficit budgétaire et réformer son système monétaire. C'est ainsi qu'il a déréglementé les taux d'intérêt, renforcé le système bancaire et mis en place un régime de change axé sur le marché, qui fonctionne bien.

Le gouvernement a établi un cadre juridique afin de soumettre les sociétés publiques à l'épreuve des forces du marché et de permettre la vente de certaines entreprises à des intérêts privés. La suppression du contrôle des prix dans le secteur public et la libéralisation du commerce extérieur et des investissements privés se poursuivent. Les progrès réalisés dans les années 1990 sont encourageants et la nouvelle orientation économique laisse présager que l'Égypte continuera à prospérer.

En 1994, la politique économique sera axée principalement sur des réformes d'ordre microéconomique touchant notamment la privatisation et la restructuration des entreprises publiques, la libéralisation du commerce et la promotion du secteur privé par la déréglementation des activités commerciales et d'investissement. Toutefois, ces réformes sont plus délicates, du point de vue politique, que les réformes fiscales et monétaires qui faisaient l'objet de l'accord conclu entre l'Égypte et le Fonds monétaire international. Ainsi, ces réformes risquent beaucoup plus d'être reléguées au second plan en raison des préoccupations du gouvernement au sujet de la stabilité politique du pays.

L'Égypte est membre de diverses organisations internationales telles les Nations Unies, la Banque mondiale, le Fonds monétaire international, l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce et la Ligue arabe. Bien que l'Égypte exporte du pétrole, elle n'est pas membre de l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (OPEP). Elle a conclu un accord commercial préférentiel avec la CE qui lui assure des réductions tarifaires substantielles sur une grande variété de produits exportés en Europe.

La libéralisation du commerce est une question délicate, d'autant plus qu'en cette matière le gouvernement subit de fortes pressions de la part de groupes d'intérêts. Quoi qu'il en soit, on prévoit que le gouvernement apportera d'autres modifications tarifaires en 1994. Le taux de droits maximum, qui est actuellement de 80 p. 100, sera réduit à 70 p. 100 à la fin de 1993, à 60 p. 100 à la fin de 1994 et à 50 p. 100 à la fin de 1995. Le gouvernement a promis d'éliminer toutes les barrières non tarifaires au commerce, y compris l'interdiction officielle d'importation de vingt-six articles. Toutefois, l'adoption inattendue de nouvelles barrières non tarifaires, comme les règlements en matière de contrôle de la qualité actuellement imposés par le gouvernement pour protéger les entreprises locales, demeurera un problème pendant toute la période de prévision.

SURVOL DU MARCHÉ

Le marché égyptien offre des débouchés à long terme pour d'importantes quantités d'espèces de poissons sous-utilisées ainsi que pour de nouveaux produits. Le maquereau et le hareng semblent offrir les possibilités les plus intéressantes, bien qu'il existe également des débouchés pour d'autres espèces de remplacement comme le sébaste, le muge et le merlu. Il existe une demande sur le marché égyptien pour les produits de haut de gamme comme le saumon, mais l'accès direct à ce marché de luxe nécessite, de la part des exportateurs canadiens de poisson, un engagement et de réels efforts en matière de commercialisation. Les grands salons européens de l'alimentation, comme le SIAL et l'ANUGA, sont un bon moyen d'établir des contacts directs avec des acheteurs actifs sur le marché égyptien.

En Égypte, la consommation annuelle totale de produits de la pêche s'établit à 500 000 tonnes, dont 200 000 tonnes estimées à plus de 72 millions de dollars américains sont constituées de produits congelés, non frais. On y consomme surtout du hareng et du chinchard, ces produits représentant environ 80 p. 100 des importations. Le marché égyptien des produits de la pêche prend progressivement de l'essor et se diversifie à mesure que les goûts des consommateurs se raffinent. En outre, le gouvernement du pays est à la recherche de nouveaux produits riches en protéines et peu coûteux pour satisfaire les besoins de sa population qui augmente très rapidement.

En raison des restrictions budgétaires et des ressources limitées du pays en devises étrangères, les importations dans le secteur public ont chuté considérablement et le gouvernement favorise maintenant les importations dans le secteur privé. Les importateurs privés sont ouverts aux offres des fournisseurs canadiens (prix CAF par tonne, \$ US). Ils convertissent ces prix en livres égyptiennes et les soumettent aux grossistes du secteur public. Si l'offre qu'il a soumise est acceptée par le gouvernement, l'importateur ouvrira un crédit sous forme de lettre de crédit irrévocable libellée en dollars américains. Le paiement ne sera effectué que lorsque le chargement aura été vérifié par les autorités douanières et sanitaires égyptiennes. Afin d'éliminer les risques de refus, les fournisseurs doivent contracter une assurance appropriée. L'ambassade du Canada enverra, sur demande, aux entreprises canadiennes qui désirent exporter sur ce marché tous les détails sur les formalités techniques et générales à observer et sur les exigences sanitaires prévues par la loi égyptienne.

Les entreprises canadiennes doivent être prêtes à remplir de grosses commandes à bas prix. Bien qu'il n'y ait pas de discrimination comme telle à l'égard des commerçants privés, les sociétés commerciales d'État peuvent se voir accorder un traitement préférentiel en matière de licences lorsque le pays connaît une pénurie de devises étrangères. C'est pourquoi, aujourd'hui encore, la plupart des produits de la pêche entrant sur le marché égyptien sont importés par la Société de commercialisation du poisson (Fish Marketing Company). Toutefois, ce régime d'importation est en voie de se transformer en un système axé sur les forces du marché. Un porte-parole de l'industrie a indiqué que l'obstacle le plus difficile à franchir sur ce marché était les règles d'inspection très rigoureuses auxquelles sont soumis les produits de la pêche.

OBSERVATIONS DE LA MISSION

L'ambassade du Canada au Caire a choisi de concentrer ses activités de promotion des exportations dans le secteur des produits de la pêche et des services connexes. Chaque année, les missions canadiennes partout dans le monde soumettent un résumé de leur plan de travail pour l'exercice à venir. Ces résumés visent à fournir aux responsables de la promotion des exportations canadiennes des renseignements sommaires sur les débouchés, afin de leur permettre de mieux planifier leurs activités.

Données commerciales	1990	1991	1992	1993
Taille du marché	75 M \$	73 M \$	75 M \$	80 M \$
Exportations canadiennes	0 M \$	0 M \$	0 M \$	7 M \$
Part de marché	0 %	0 %	0 %	9 %

L'ambassade du Canada au Caire estime que le potentiel d'exportation des produits canadiens de la pêche, sur trois ans, dépasse les 10 millions de dollars. Les principaux concurrents sur le marché égyptien sont la CE (55 p. 100), la Russie (30 p. 100) et les États-Unis (2 p. 100). La mission canadienne au Caire a fait remarquer que la part de marché des produits canadiens de la pêche en Égypte était petite mais croissante.

Parmi les principaux facteurs qui contribuent au succès des exportateurs canadiens de produits de la pêche sur le marché égyptien, citons : 1) les prix concurrentiels; 2) les programmes de commercialisation dynamiques; 3) les droits d'importation peu élevés; et 4) le fait que le Canada soit l'une des rares sources d'approvisionnement. Toutefois, les principaux obstacles à la réalisation du potentiel canadien sont : 1) les prix non concurrentiels; 2) les restrictions à l'importation; 3) les normes restrictives; 4) le financement non concurrentiel; et 5) les débouchés commerciaux qui ne sont pas bien étudiés.

Comme le marché égyptien des produits de la pêche est extrêmement sensible aux prix, de nombreux exportateurs canadiens se trouvent désavantagés par rapport aux fournisseurs européens, qui bénéficient de coûts de débarquement beaucoup moins élevés et de frais de transport réduits en raison de leur proximité avec l'Afrique du Nord. En outre, les Européens offrent du poisson congelé en mer, supposément de qualité supérieure et plus constante.

PERSPECTIVES COMMERCIALES

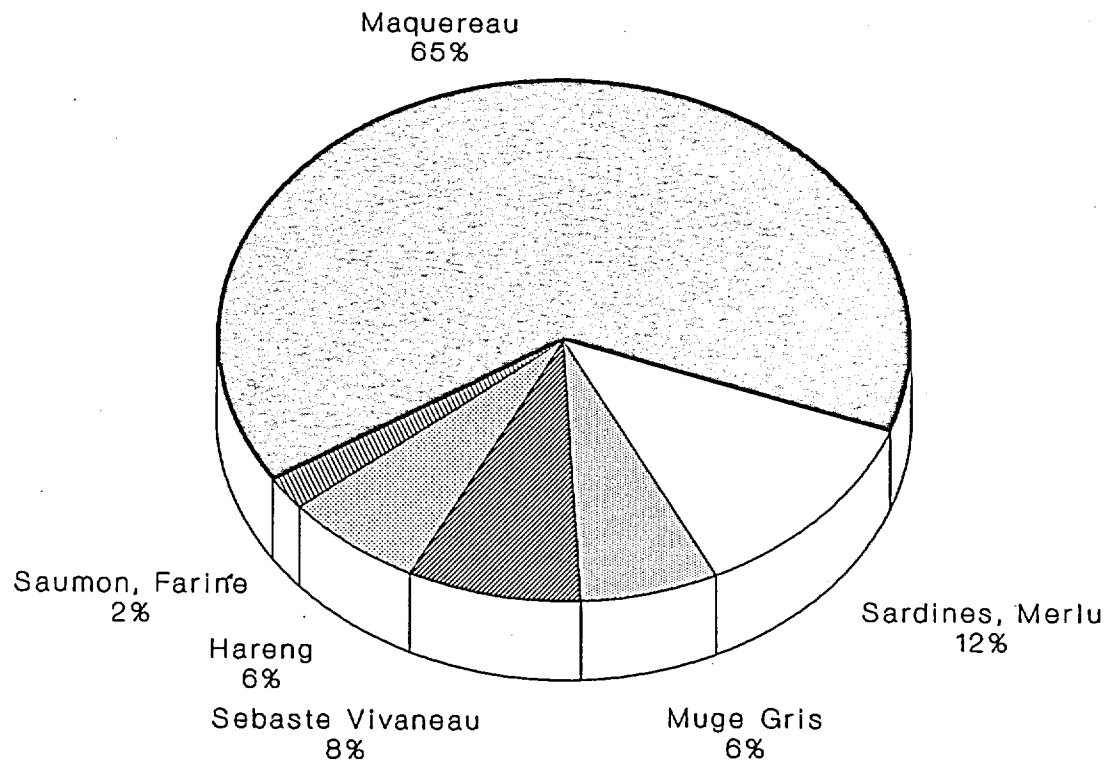
Le marché égyptien des produits de la pêche offre des possibilités intéressantes pour les espèces sous-utilisées et les ventes ponctuelles où le prix est le facteur principal. L'ambassade du Canada au Caire a relevé six produits de la pêche qui offrent d'intéressants débouchés aux exportateurs canadiens. Ces produits sont le maquereau, le chinchard, le sébaste, le merlu, le muge gris et le saumon. L'ambassade du Canada au Caire a transmis les renseignements suivants sur les différentes espèces relevées.

Sardines

Les importations égyptiennes de sardines varient entre 60 000 et 85 000 tonnes par année. Ce produit, importé exclusivement de l'URSS, doit mesurer au moins 16 cm. Il est généralement salé, mais peut aussi être en conserve.

IMPORTATIONS EGYPTIENNES DE POISSON

Par espece (1992)



Source: Ambassade du Canada au Caire

Maquereau

L'Égypte importe environ 80 000 tonnes de maquereau, grâce notamment aux efforts des entreprises privées qui importent environ 75 p. 100 de ce volume. L'Égypte n'importe que le maquereau de 23 cm et plus et s'approvisionne principalement dans les pays de la CEE et de l'URSS et en Norvège. Le maquereau est généralement frit ou grillé avant sa distribution sur les marchés de consommation.

Hareng

Les importations de hareng totalisent environ 8 000 tonnes par année, la plus grande partie provenant des États-Unis, du Royaume-Uni, des Pays-Bas et de Norvège. La moitié des importations est généralement constituée de hareng rogué. Le hareng, qui doit mesurer au moins 23 cm (4 à 6 morceaux/kg), est généralement fumé en Égypte, mais de petites quantités sont également destinées au secteur de la conservation.

Thon

L'Égypte importe environ 200 000 caisses (48 boîtes de 6,5 oz par caisse) de thon en conserve (en morceaux dans l'huile) des pays d'Extrême-Orient, principalement du Japon, de la Thaïlande et de la Malaisie. Les principales espèces importées sont la thonine et le thon jaune.

Sébaste (vivaneau)

L'Égypte importe environ 14 000 tonnes de sébaste et de vivaneau par année. Les principaux pays fournisseurs sont l'Espagne, le Maroc et la Mauritanie. Conformément aux prescriptions locales, le produit doit avoir au moins 16 ou 18 cm de longueur. Les produits importés sont frits ou grillés avant d'être distribués aux consommateurs. Le sébaste canadien étêté et éviscéré peut être un substitut acceptable du vivaneau.

Merlu

On estime à 4 000 tonnes les importations annuelles de merlu en Égypte. Les approvisionnements proviennent essentiellement d'Argentine et le produit doit mesurer au moins 23 cm. Le merlu est frit ou grillé avant sa distribution sur les marchés de consommation. Le marché égyptien pourrait envisager d'acheter, comme substitut au merlu, des produits canadiens comme du merlan (sauf le bleu) et la goberge (sauf la blanche).

Saumon

Le marché égyptien du saumon est dominé par le secteur de l'hôtellerie et de la restauration ainsi que par les services de traiteur des compagnies aériennes. On estime la demande annuelle à environ 100 tonnes. Bien qu'à l'heure actuelle le marché soit limité, la principale entreprise égyptienne de fumage du saumon (le poisson fumé est interdit d'importation), Bentley's Egypt, a indiqué qu'elle était fortement intéressée par le saumon atlantique canadien.

CONSEILS AUX EXPORTATEURS

Comme nous l'avons indiqué précédemment, la plus grande part des importations de produits de la pêche en Égypte s'effectue dans le cadre d'appels d'offres. Toutefois, le gouvernement égyptien a entrepris de libéraliser ce marché et de plus en plus d'entreprises privées mènent des activités d'importation. On peut obtenir plus d'information sur les appels d'offres, les prix et autres en communiquant avec un délégué commercial de l'ambassade du Canada au Caire.

Le personnel de l'ambassade est en mesure de fournir des conseils aux entreprises canadiennes désireuses d'exporter des produits de la pêche en Égypte. Pour réussir sur ce marché, les exportateurs doivent manifester un réel intérêt et être prêts à établir des relations commerciales à long terme.

L'un des obstacles les plus difficiles à franchir sur le marché égyptien est la rigueur des règles d'inspection auxquelles sont soumis les produits de la pêche. L'expérience a démontré que seuls les produits de la pêche satisfaisant entièrement aux règles d'inspection locales étaient admis sur le marché. Les exportateurs canadiens doivent contracter une assurance offrant une protection suffisante pour se prémunir contre un refus éventuel de la part des services d'inspection égyptiens. Dans le secteur des pêches, le plus important partenaire commercial de l'Égypte est la Communauté européenne.

On conseille aux exportateurs intéressés de participer aux importants salons des produits de la pêche et expositions commerciales qui se tiennent chaque année en Europe. Ils pourront ainsi entrer directement en contact avec les acheteurs égyptiens et les renseigner sur les produits de la pêche canadiens. Ce genre d'événements est une excellente occasion pour les exportateurs de comparer les espèces consommées en Égypte avec les espèces comparables pêchées au Canada. Comme le marché égyptien des importations est très sensible aux prix, les exportateurs canadiens doivent envisager la possibilité d'offrir des espèces de remplacement et des espèces sous-utilisées à bas prix.

L'Égypte tente actuellement de renforcer son industrie touristique. Les récents événements survenus au Moyen-Orient ont entravé ces efforts, mais on prévoit que dans les années à venir le tourisme jouera un rôle de plus en plus important dans l'économie du pays. En effet, le tourisme devrait s'intensifier, à en juger par les tendances qui se dessinent, comme le nombre accru de vols nolisés et la tenue d'une campagne promotionnelle plus étudiée qui met en valeur, non seulement le patrimoine archéologique unique du pays, mais aussi sa température clémente et ses magnifiques plages et récifs de corail.

L'Égypte applique un ambitieux programme d'expansion de ses installations touristiques, dont l'ajout, d'ici 1994, de 50 000 chambres d'hôtel. Ce projet entraînera éventuellement, dans le secteur hôtelier et de la restauration, une hausse de la demande pour le poisson et les fruits de mer au goût des touristes occidentaux. Les exportateurs canadiens doivent explorer les possibilités éventuelles qui découleront de l'essor du tourisme en Égypte. On recommande aux entreprises intéressées à exporter en Égypte de communiquer avec un représentant au Canada qui les informera des diverses formalités à remplir pour vendre des produits de la pêche sur ce marché.

HABITUDES DE CONSOMMATION

Les renseignements suivants sur la consommation des produits de la pêche en Égypte sont tirés d'un rapport fourni par un délégué commercial canadien bien informé. Les Égyptiens ont toujours consommé du poisson frais, étant donné les vastes étendues d'eau qui bordent le pays. On trouve des produits de la pêche partout au pays, mais davantage dans les régions où la pêche fait vivre une grande partie de la population. Parmi les produits les plus en demande en Égypte, citons le pagre, le muge et l'éperlan, le thon, les sardines et les anchois en conserve et divers crustacés. Certains produits comme le saumon fumé et les crevettes sont offerts à certains endroits seulement et généralement à prix très élevé.

LES PÊCHERIES INTÉRIEURES

Située à l'extrémité nord-est de l'Afrique, l'Égypte est bordée par la Méditerranée et la mer Rouge et traversée par le Nil. Elle a environ 2 420 km de littoral et son plateau continental couvre une étendue de 53 600 km² à 200 mètres de profondeur. De plus, sa zone économique exclusive s'étend sur 50 600 km² et ses eaux intérieures totalisent 8 560 km². La FAO estime que le secteur égyptien des pêches a un potentiel total de 260 000 tonnes (pêche marine, environ 45 000 tonnes et pêches intérieures, 215 000 tonnes).

AQUICULTURE

Comme ils représentent une importante source de protéines, les produits d'aquiculture font partie, depuis des siècles, du régime alimentaire des Égyptiens. Le pays jouit d'un climat propice à la pisciculture et possède d'abondantes ressources en eau qu'il pourrait exploiter pour l'élevage. La hausse des importations de produits de la pêche au début des années 1980 a incité le gouvernement à élaborer un plan pour développer le secteur de l'aquiculture. Voici quels en sont les principaux objectifs : 1) accroître la production de poisson et promouvoir sa consommation comme source secondaire de protéines; 2) améliorer la capacité d'auto-provisionnement en produits alimentaires afin de réduire les importations, et exploiter plus efficacement les ressources aquatiques locales; 3) créer de l'emploi en milieu rural; 4) exploiter les grandes étendues de terres salines non propices à l'agriculture; 5) repeupler les lacs où la surpêche a épuisé les stocks naturels de poissons; et 6) éliminer les herbes aquatiques nuisibles des bassins et canaux d'irrigation en y ensemençant des espèces comme la carpe de roseau, qui se nourrissent principalement de ces herbes.

On trouve en Égypte des aquiculteurs qui recourent aux méthodes d'élevage traditionnelles en enclos («*howsha*») et d'autres qui sont équipés d'installations très modernes. INFOFISH a appris, de sources officielles en Égypte, que le gouvernement exploitait des établissements de pisciculture à Al Zawiya (1 000 feddans) (1 feddan = 1,04 acres), Al Rabua (1 000 feddans), à Barsik (1 000 feddans), Al Manzala (1 000 feddans), Al Abassa (1 200 feddans), Damiette (2 000 feddans), Kafr El Sheikh (600 feddans) ainsi que quelques fermes à Port Faud et Alexandrie. En outre, les fermes d'État données à bail par le gouvernement représenteraient environ 60 000 feddans.

Selon INFOFISH, les aquiculteurs égyptiens font principalement l'élevage de poissons en eaux douces et en eaux saumâtres. Les espèces de tilapies les plus en demande (*O. niloticus*, *S. galilaeus*, *T. zilli* et *O. aureus*) sont élevées avec d'autres variétés comme les muges (*Mugil cephalus* et *M. capito*) et les carpes. À l'heure actuelle, le clarias (*Clarias lazera*), la perche du Nil (*Lates niloticus*) et l'anguille (*Anguilla*) font aussi partie des espèces élevées dans les fermes piscicoles. Les carpes sont parmi les variétés de poissons exotiques introduites avec succès au pays. La carpe commune (*Cyprinus carpio*) a été importée d'Indonésie au début des années 1930. Par la suite, on a réussi à cultiver la carpe miroir (*Cyprinus carpio v. specularis*), importée de France, la carpe argentée (*Hypophthalmichthys molitrix*), importée du Japon, et la carpe de roseau (*Ctenopharyngodon idella*), importée de Hong Kong. On a aussi importé l'achigan à petite bouche et la variété *O. mossambicus*, mais on a cessé depuis d'en faire l'élevage. Les espèces élevées en eaux saumâtres et en eau de mer les plus en demande sont le muge, l'anguille et la sole. La dorade (*Sparus auratus*), le bar (*Dicentrarchus labrax*) et la crevette (*Penaeus sp.*).

LES TRANSPORTS

TRANSPORT MARITIME

L'Égypte a plus de 3 000 kilomètres de voies navigables constituées du Nil et de nombreux canaux. Le port d'Alexandrie, le plus important de toute la Méditerranée, reçoit chaque année les trois quarts des navires naviguant en eaux égyptiennes, ce qui représente environ 18 millions de tonnes, sans compter le pétrole. Les terminaux à conteneurs du port d'Alexandrie ont une capacité annuelle d'environ 120 000 TEU. On procède actuellement à la construction de terminaux et autres installations à un nouveau site situé à 6 kilomètres à l'ouest d'Alexandrie. Damiette, un nouveau port d'importance situé dans le delta du Nil, est en service depuis 1986. Ce port compte quatre postes à conteneurs ayant une capacité de stockage de 125 000 TEU par année.

Un nouveau terminal à conteneurs d'une capacité d'environ 200 000 TEU par année vient récemment d'être mis en service à Port-Saïd. Ce port possède également des installations abritant 100 conteneurs frigorifiques. Le gouvernement égyptien envisage de transformer Port-Saïd en un important terminal de transbordement par où transiteront les grands navires porte-conteneurs qui desservent l'Extrême-Orient. La société publique de commercialisation du poisson exploite des installations de stockage et de congélation de capacité suffisante pour y entreposer les importations de produits de la pêche. Toutefois, les ports égyptiens sont parfois congestionnés, ce qui pourrait causer des retards dans la livraison.

TRANSPORT AÉRIEN

Les principaux aéroports internationaux du pays sont l'aéroport international du Caire, situé à Heliopolis, et l'aéroport d'Alexandrie. EgyptAir, qui appartient à l'État, est la plus grande compagnie aérienne de la région; elle offre des vols à destination de l'Europe et des États-Unis. Par suite des mesures de privatisation adoptées récemment dans ce secteur, plusieurs compagnies aériennes privées offrent maintenant des vols réguliers à destination de plusieurs grandes villes.

TRANSPORT ROUTIER

L'Égypte a un vaste réseau routier qui relie le Caire à Alexandrie, à Suez, à Ismaïlia et à d'autres villes du delta du Nil, ainsi qu'à Assouan (site d'un grand ouvrage hydroélectrique). L'Égypte a environ 90 000 kilomètres de routes, dont seulement le tiers sont revêtues. Le gouvernement du pays a déjà prévu dans ses plans économiques d'étendre le réseau routier. Son actuel plan quinquennal prévoit la construction de 376 kilomètres de routes, l'élargissement et la consolidation de 355 kilomètres et la transformation de 339 kilomètres en routes à double voie.

TRANSPORT FERROVIAIRE

Le gouvernement égyptien prévoit également, dans son plan quinquennal, accroître de 50 p. 100 la part du transport de marchandises par chemin de fer, y compris le transport intérieur. On estime que ces projets d'expansion et d'autres permettront au pays d'accroître son potentiel de transport par conteneurs entre les ports du pays et l'Afrique continentale. Au Caire, une ligne de métro de 4,5 kilomètres reliant Ramses Square et Sayida Zaynab est entrée en service en 1987, complétant ainsi une ligne régionale de 42 kilomètres.

L'ACCÈS AU MARCHÉ

Un porte-parole de l'industrie a indiqué que l'obstacle le plus difficile à franchir pour exporter des produits de la pêche en Égypte était les règles d'inspection très rigoureuses auxquelles sont soumis ces produits. Depuis toujours, l'Égypte recourt aux licences d'importation et aux allocations de devises pour contrôler les importations au pays. Dans les années 1960 et au début des années 1970, le commerce égyptien était dominé par des sociétés commerciales publiques et faisait l'objet d'ententes bilatérales avec des pays membres du COMECON. L'Égypte est membre d'un bloc commercial composé de l'Iraq, de la Jordanie et du Yémen. Depuis lors, le pays a entrepris de libéraliser son commerce en adoptant des politiques d'ouverture (*infitah*) permettant aux entreprises privées d'utiliser leurs devises étrangères pour importer des produits de la pêche.

Les entreprises étrangères doivent faire appel aux services d'un représentant égyptien pour importer des produits au pays. Les biens considérés comme des produits de luxe ou qui ont des équivalents fabriqués en Égypte sont interdits d'importation. En outre, les échanges commerciaux avec l'Afrique du Sud sont interdits. Auparavant, la plupart des importations de produits de la pêche en Égypte étaient contrôlées par la société de commercialisation du poisson, une entreprise publique. Les importateurs privés ont maintenant accès au marché, mais ils doivent, pour ce faire, répondre aux appels d'offres lancés par le gouvernement égyptien qui accorde des permis d'importation aux entreprises ayant soumis les meilleures offres. Le marché égyptien des produits de la pêche est, pour le moment, un marché de produits de base qui offre des possibilités à court terme pour les ventes de fort volume, en raison des règles commerciales auxquelles sont soumis ces produits. Il peut s'avérer très difficile pour les exportateurs canadiens d'établir des relations à long terme sur ce marché. Les entreprises doivent donc y penser à deux fois avant d'y investir.

DOCUMENTS D'EXPÉDITION

Les entreprises qui désirent exporter sur le marché égyptien doivent fournir les documents suivants. Elles doivent soumettre à l'approbation de l'ambassade d'Égypte trois copies de la facture commerciale ainsi que trois copies du certificat d'origine, certifié par une Chambre de commerce. La licence d'importation de l'acheteur doit être certifiée par une banque autorisée pour permettre l'ouverture d'un crédit (lettre de crédit). L'importateur doit obtenir une déclaration des services douaniers portant que la marchandise expédiée est conforme au connaissance. L'expéditeur doit fournir quatre copies de la déclaration d'exportation. L'exportateur doit détenir un certificat d'assurance et fournir une liste de colisage. Des frais consulaires s'appliquent et tous les documents doivent être authentifiés par l'ambassade d'Égypte. Les exportateurs canadiens doivent communiquer avec l'acheteur et l'ambassade d'Égypte pour connaître le nombre exact de copies à authentifier. Un certificat sanitaire et un document décrivant les additifs alimentaires ajoutés aux produits peuvent aussi être exigés. Étant donné la nature complexe des formalités à observer, on recommande fortement aux exportateurs de s'adresser à l'importateur pour obtenir plus de détails.

PRIX ET CONDITIONS

Les prix payés par les importateurs égyptiens se fondent généralement sur les structures de prix en vigueur en Europe. Pour connaître ces prix, s'adresser à INFOFISH. L'ambassade du Canada au Caire peut fournir les prix de référence en vigueur aux exportateurs canadiens intéressés. Les Égyptiens préfèrent que les prix soient établis en livres égyptiennes, en livres sterling ou en dollars américains.

Les prix doivent tenir compte des valeurs CAF à Alexandrie et FAB la tonne. Un comité du gouvernement égyptien est autorisé à hausser ou à réduire les quantités. Toutes les offres doivent être accompagnées d'une garantie sur prêt provisoire et sans condition équivalant à 2 p. 100 de la valeur des marchandises. Le soumissionnaire choisi doit présenter une garantie sur prêt de bonne exécution équivalant à 10 p. 100 de la valeur des marchandises, valable pour une période de 30 jours à partir de la date de livraison. Le paiement doit être effectué par lettre de crédit irrévocable confirmé, selon les conditions suivantes : 10 p. 100 payable sur remise des documents d'expédition et le reste, soit 90 p. 100, payable après vérification des marchandises par les autorités douanières et sanitaires égyptiennes. Les exportateurs doivent souscrire une assurance offrant une protection suffisante afin de se prémunir contre un éventuel refus des autorités sanitaires égyptiennes.

DROITS D'IMPORTATION

En 1986, on a dissous le Comité de rationalisation des importations, en raison de sa lourdeur bureaucratique, et on l'a remplacé par une méthode d'établissement des taux de droits beaucoup plus simple. Les produits d'importation se divisent maintenant en quatre catégories, soit les produits interdits, de luxe, ordinaires et indispensables, et les catégories tarifaires ont été réduites de 43 à 10. Différents taux de droits s'appliquent maintenant aux biens exportés en Égypte. Minime sur certains produits, il peut atteindre pour d'autres jusqu'à 500 p. 100. De façon générale, les matières premières et divers composants introuvables sur le marché égyptien bénéficient d'un taux de droits inférieur. Cependant, on applique des taux moyens aux produits semblables mais non identiques à ceux fabriqués en Égypte, et des taux plus élevés aux produits de luxe et spécialisés.

Les droits d'importation sont établis sur la valeur CAF (coût, assurance et fret), au taux de change du marché pour les produits importés par des entreprises privées, et au taux de change officiel pour les importations publiques. Une taxe de développement économique et une taxe de statistique sont perçues sur la valeur CAF, aux taux de 10 et 2 p. 100, respectivement. Certains autres droits et taxes sont perçus à des taux minimes sur la valeur des droits susmentionnés. Les produits importés par les exploitants de chalutiers titulaires d'une licence de pêche de la République arabe d'Égypte sont exemptés de ces droits. L'organisme responsable de la mise en application de ces droits est le Service des douanes du ministère des Finances, à Nasar City au Caire. En juin 1989, le taux spécial applicable aux évaluations douanières a été aboli par le gouvernement égyptien et remplacé par un taux commercial établi quotidiennement. Le taux de change applicable aux fins des douanes sera un taux mensuel tenant compte de la moyenne des taux quotidiens du mois.

ZONES FRANCHES

Comme le prévoyait la loi égypt sur les invest., qui a récemment été abrogée, des zones franches publiques ont été établies à Alexandrie, au Caire, à Ismaïlia, à Port-Saïd et à Suez. La loi prévoyait également l'accès à des zones privées pour la réalisation de projets, mais il s'est avéré très difficile pour les entreprises d'obtenir les autorisations nécessaires pour s'établir dans de telles zones. Les droits acquis en vertu de l'ancienne loi demeurent pratiquement intacts, bien que les zones franches soient maintenant régies par la loi 230 de 1989. Zones publiques sont contrôlées et régies par les gouvernorats respectifs, tandis que les zones privées sont administrées par la Commission des invest. Entreprises qui mènent des activités dans l'une de ces zones sont exonérées de toutes les taxes, mais doivent verser des droits équivalant 1 p.100 de la valeur CAF des marchandises qui entrent dans la zone ou en sortent. Les projets menés dans ces zones sont admissibles à d'autres incitatifs prévus dans la loi 230 de 1989 et ne sont pas assujettis aux règlements touchant les importations.

LICENCES

Les entreprises privées qui désirent importer en Égypte des marchandises dont la valeur dépasse 100 000 livres égyptiennes doivent obtenir une licence. Ces licences sont délivrées par le ministère de l'Approvisionnement, mais seulement si le montant des devises requises ne dépasse pas l'enveloppe totale. Bien qu'il n'existe pas de discrimination comme telle à l'égard des commerçants privés, les sociétés de commerce publiques bénéficient d'un traitement préférentiel lorsque les devises étrangères sont rares.

INSPECTIONS

Selon un porte-parole de l'industrie, l'obstacle le plus difficile à franchir pour exporter des produits de la pêche en Égypte est l'inspection très rigoureuse à laquelle sont soumis ces produits. Les produits de la pêche importés en Égypte doivent être accompagnés des certificats suivants, précise le ministère des Pêches et Océans. Les exportateurs doivent fournir un certificat d'inspection, d'origine et d'hygiène (FP 1404) (l'original plus quatre copies) délivré par les autorités canadiennes, certifié par la Chambre de commerce de la ville où le produit a été transformé et approuvé par l'ambassade d'Égypte. Ce certificat doit indiquer : 1) que le poisson n'a pas été pêché au moyen d'explosifs; b) que le poisson a été pêché dans une zone non contaminée par des déchets radioactifs, des engrais ou des pesticides; c) la date de congélation; et d) que le poisson est exempt de substances nocives ou de maladies et qu'il est propre à la consommation humaine.

Les règlements égyptiens applicables aux importations de produits de la pêche congelés s'établissent comme suit : a) le produit doit être bien nettoyé, ferme (chair consistante) et exempt de traces de décomposition et d'imperfections dues à des dommages mécaniques, et avoir une couleur, une odeur et un aspect naturels; b) il doit avoir été congelé selon des méthodes connues (non surgelé à l'unité, de préférence); c) aucun produit chimique de conservation ou antibiotique ne doit avoir été utilisé au cours de la transformation ou après; d) il doit être exempt de microbes nuisibles ou de toxines, et ne doit pas avoir été pêché au moyen d'explosifs ou dans une zone contaminée par des déchets radioactifs ou des insecticides, et doit être exempt de vers, d'insectes et de champignons; e) la température dans les congélateurs où le produit a été conservé jusqu'à son arrivée au port de débarquement doit avoir été maintenue à au plus -18 °C; f) les produits doivent être emballés dans des emballages pratiques de même grandeur ou dans des sacs de polyéthylène placés dans une caisse en carton bien scellée afin que le produit ne s'endommage pas durant le transport; g) les caisses doivent peser 20 kilogrammes (poids net) et être étiquetées conformément aux exigences décrites ci-dessous; h) les emballages doivent être exempts de cristaux de glace, sauf la couche de givre; i) les emballages doivent être propres, en bon état, et non déchirés ni mouillés par l'eau; et j) la période qui s'est écoulée entre le moment où le produit a été pêché et l'expédition ne doit pas dépasser deux mois.

EMBALLAGE ET ÉTIQUETAGE

Tous les produits de la pêche importés en Égypte doivent être emballés et étiquetés conformément aux prescriptions suivantes. Les renseignements suivants doivent figurer en arabe sur toutes les étiquettes : 1) nom du produit; 2) nom du producteur; 3) mention «Fabriqué au Canada»; 4) poids net et brut; 5) dates de production et de péremption; 6) ingrédients; 7) mention «Conserver à moins de 0 °C»; et 8) nom de l'importateur. Compte tenu de la complexité des règlements égyptiens, Pêches et Océans Canada recommande fortement aux exportateurs de s'adresser à leur importateur afin d'obtenir de plus amples détails sur les formalités à remplir.

FACTURE COMMERCIALE

Bien qu'aucune exigence spéciale ne soit prévue en ce qui concerne le contenu de la facture commerciale, on recommande d'y inscrire les renseignements suivants : 1) date d'expédition et lieu d'origine; 2) marques de l'emballage et leur ordre numérique; 3) description détaillée du produit (type, quantité, qualité, poids [brut et net] en unités métriques, une importance particulière étant accordée aux facteurs qui peuvent influencer sur la valeur CAF); 4) prix convenu de la marchandise, y compris le coût unitaire et le coût total FAB point d'origine, plus le fret, les assurances et autres frais; 5) conditions de livraison et de paiement; 6) signature d'un responsable de l'entreprise expéditrice.

CERTIFICATS SANITAIRES

Tous les produits de la pêche exportés en Égypte doivent être accompagnés de certificats sanitaires délivrés par les organismes canadiens compétents. Étant donné la complexité des règlements égyptiens en matière d'hygiène et de santé, les exportateurs doivent également, avant d'expédier la marchandise, communiquer avec l'importateur ou l'ambassade du Canada au Caire afin d'obtenir plus de précisions. Un certificat sanitaire délivré par les autorités du pays d'origine doit accompagner tous les chargements de produits de la pêche importés en Égypte.

Le certificat doit indiquer clairement que les produits ont été inspectés de la manière prescrite par les autorités concernées et qu'ils sont propres à la consommation humaine, et faire mention, le cas échéant, de tous les additifs qu'ils contiennent. Il existe plusieurs règlements en Égypte portant sur les modes de conservation, les additifs, les colorants alimentaires, la teneur en histamine, etc. Les exportateurs canadiens qui ne savent pas si les règlements égyptiens s'appliquent aux additifs utilisés dans leurs produits sont priés de communiquer avec l'ambassade du Canada au Caire.

CONNAISSEMENT

Il n'y a pas de règles particulières quant à la forme ou au nombre de connaissements requis pour les marchandises qui entrent en Égypte. Un connaissement contient généralement les renseignements suivants : 1) nom de l'expéditeur; 2) nom et adresse du destinataire; 3) port de destination; 4) description des marchandises; 5) fret et frais détaillés; 6) nombre de connaissements pour l'ensemble du chargement; 7) date et signature d'un responsable de la société de transport, accusant réception des marchandises à transporter.

Ces renseignements doivent correspondre à ceux qui se trouvent sur les factures et les emballages. Les connaissements directs et les connaissements «à ordre» sont acceptés. Pour le transport par avion, la lettre de transport aérien remplace le connaissement.

LISTE DE COLISAGE

Bien qu'elle ne soit pas obligatoire, la liste de colisage est utile pour accélérer les formalités de dédouanement au port d'entrée. Elle doit décrire, en détail, le contenu de chaque caisse ou conteneur que comprend le chargement, ainsi que les poids net et brut et la valeur CAF de chaque produit. Dans la mesure du possible, cette liste devrait être transmise au destinataire avant l'expédition des marchandises afin que ce dernier puisse la remettre aux autorités douanières avec les documents d'entrée. Le fait de l'envoyer avec la marchandise entraîne des retards. Par ailleurs, on doit employer, pour les désignations et descriptions des documents, les termes du Système harmonisé (SH) ou du tarif des douanes du pays destinataire.

PERSONNES-RESSOURCES**CANADIENS EN ÉGYPTÉ**

Ambassade du Canada
6 Mohamed Fahmy
P.O. Box 1667, Kasr El Doubara
el Sayed Street, Garden City
Le Caire, République arabe d'Égypte
Contact : Magdy Ghazal
Agent commercial principal
Tél. : (011-20-2) 354-3110
Télééc. : (011-20-2) 356-3548

ÉGYPTIENS AU CANADA

Ambassade de la République arabe d'Égypte
454, av. Laurier est
Ottawa (Ontario) K1N 6R3
Tél. : (613) 234-4931/35/58
Télééc. : (613) 234-9347

Bureau commercial
85, chemin Range, bur. 207
Ottawa (Ontario) K1N 8J6
Tél. : (613) 238-6263/64
Télééc. : (613) 238-2578

Bureau d'information
85, chemin Range, bur. 905
Ottawa (Ontario) K1N 8J6
Tél. : (613) 563-1248/49
Télééc. : (613) 230-9834

Bureau commercial
3754, ch. Côte-des-Neiges
Montréal (Québec) H3H 1V6
Tél. : (514) 937-7781/ 7782
Télééc. : (514) 937-0588

IMPORTATEURS, DISTRIBUTEURS ET UTILISATEURS

Exporter en Égypte n'est pas chose simple; il faut se rendre sur place, se renseigner sur le marché et rencontrer les éventuels utilisateurs finaux, les distributeurs, les représentants et les responsables commerciaux du gouvernement. Les exportateurs doivent se créer un réseau de contacts en Égypte et établir des relations d'affaires suivies avec plusieurs d'entre eux. *Compte tenu des circonstances toujours changeantes, la liste suivante d'importateurs, distributeurs et utilisateurs ne peut être ni exhaustive, ni définitive. On recommande aux exportateurs canadiens de poissons et fruits de mer de vérifier tout détail pertinent auprès de leurs relations d'affaires et de respecter rigoureusement les règles établies par les autorités et les importateurs égyptiens.* La mission du Caire a déterminé que les représentants et les importateurs égyptiens dont la liste suit ont manifesté de l'intérêt pour le poisson congelé provenant du Canada. Les exportateurs canadiens de produits de la pêche doivent savoir que le marché égyptien est appelé à s'ouvrir et que les perspectives à long terme d'y réaliser des ventes pourraient dépendre des contacts établis avec les intermédiaires égyptiens au cours des prochaines années.

3MS

Le Caire

Contact : M. Hassan M. Said

Télex : 20319 MS UN

Télé. : 356-1791

EDFINA

Alexandrie

Contact : M. Adel El Samahy

Télex : 54076 EDFI UN

EL-NAGGAR COMPANY

Alexandrie

Contact : M. Moustafa El-Naggar

Télex : 54725 CCA UN

Télé. : 808993

GEFCO TRADING COMPANY

Le Caire

Contact : M. Geoffy Bishara

Télex : GEFCO UN

Télé. : 392-7549

MAGDY MANDOUR EST.

Alexandrie

Contact : M. Magdy

Mandour

Télex : 55825 FARM UN

Télé. : 381-7115

MAGICO TRADING & SERVICES

Le Caire

Contact : M. Walid Zaher

Télex : 20161 UN

Télé. : 362-1388

METTCO

Le Caire

Contact : M. Abdel Meguid

Télex : 93802 GOODY UN

Télé. : 392315

MISR ASWAN FISH PROCESSING

Le Caire

Contact : M. Aly Abu Zeid

Télex : 93784 MSWAN UN

MISR FOREIGN TRADE COMPANY

Le Caire

Contact : M. Mamdouh El-Masry

Télex : 92782 & 92370

NORDFROST

Le Caire

Contact : M. Jens Buchow

Télex : 63020 NFRO UN

Télé. : 360-5234

SAKR ENTERPRISES

Alexandrie

Contact : M. Ashraf Sakr

Télex : 54333 AKRCO UN

Télé. : 482-3200

VEGIFRUTEX

Contact : M. Mohamed El-Domiaty

Télex : 2308 & 23381

Télé. : 291135

ANNEXE STATISTIQUE

INDICATEURS MACROÉCONOMIQUES DE L'ÉGYPTE

	1989	1990	1991	1992
PIB aux prix du marché (milliards £E)	76,8	96,1	111,2	139,1
Croissance réelle du PIB (%)	5,0	5,7	1,1	4,4
Taux d'inflation (%)	21,3	16,8	19,8	13,6
Exportations (FAB, milliards \$ US)	2,9	3,6	3,9	3,4
Importations (FAB, milliards \$ US)	8,8	10,3	9,8	8,9
Compte courant (milliards \$ US)	-1,3	0,2	1,9	2,8
Taux de change moyen (£E/\$ US)	1,1	2,0	3,3	3,3
Population (millions, fin juin)	51,5	52,7	53,9	55,2

Source : Economist Intelligence Unit, *Egypt, Country Report*, 4^e trimestre 1993

COMMERCE EXTÉRIEUR DE L'ÉGYPTE

Principales exportations	Millions \$	Principales importations	Millions \$
Pétrole et dérivés	1 651	Matériel de transport	2 356
Filés de coton et autres textiles	564	Bétail vivant, aliments et boissons	1 912
Machinerie et produits	361	Produits chimiques, caoutchouc	1 115
Produits agricoles divers	211	Bois, papier et textiles	967
Coton brut	35	Graisses, huiles, combustibles	956
Total (comprend autres)	3 636	Total (comprend autres)	10 040

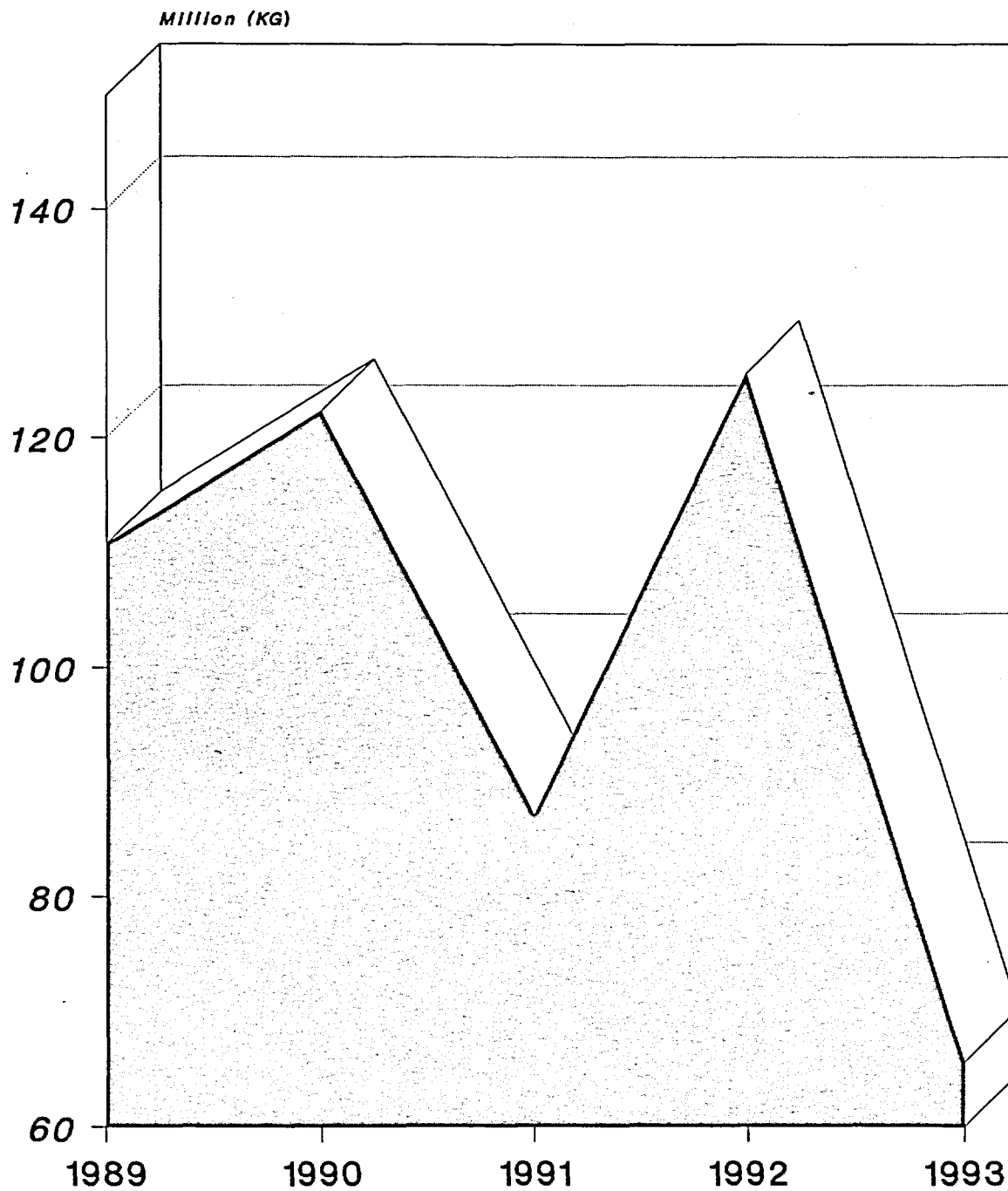
Source : Economist Intelligence Unit, *Egypt, Country Report*, 4^e trimestre 1993

DIRECTION DES ÉCHANGES DE L'ÉGYPTE

Destination des exportations	%	Origine des importations	%
Italie	20,6	États-Unis	25,4
États-Unis	8,2	Allemagne	10,1
Espagne	6,9	Italie	8,7
France	6,2	France	7,0
Singapour	5,3	Japon	4,8
Grèce	5,2	Royaume-Uni	3,7

Source : Economist Intelligence Unit, *Egypt, Country Report*, 4^e trimestre 1993

IMPORTATIONS EGYPTIENNES DE POISSON De toutes provenances



Source: Ambassade du Canada au Caire

ANNEXE STATISTIQUE

EXPORTATIONS ÉGYPTIENNES DE PRODUITS DE LA PÊCHE (toutes destinations)

Description	Unité	1988	1989	1990	1991
Poisson frais, réfrigéré ou congelé	tonne	962	2 145	3 392	2 183
Poisson séché, salé ou fumé	tonne	29	41	54	128
Crustacés et mollusques	tonne	13	12	10	8
Poisson en conserve	tonne	30	2	4	44
Crustacés et mollusques en conserve	tonne	--	1	--	--
Huile de poisson	tonne	--	--	--	--
Farine de poisson	tonne	--	--	--	--
TOTAUX	valeur	3 506	8 425	13 026	11 050

Source : Annuaire de la FAO, *Fishery Statistics; Commodities*, vol. 73, section A-8

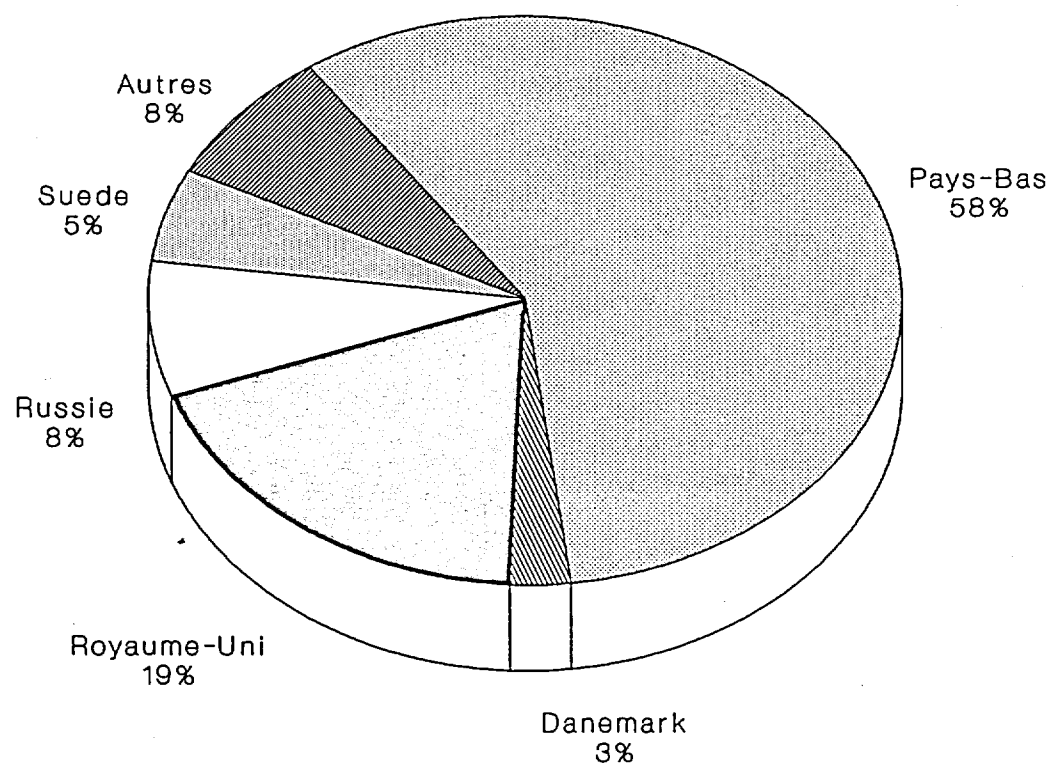
IMPORTATIONS ÉGYPTIENNES DE PRODUITS DE LA PÊCHE (toutes provenances)

Description	Unité	1988	1989	1990	1991
Poisson frais, réfrigéré ou congelé	tonne	100 095	111 934	122 772	87 091
Poisson séché, salé ou fumé	tonne	874	1 425	7 717	2 943
Crustacés et mollusques	tonne	150	--	--	--
Poisson en conserve	tonne	2 211	2 463	7 566	8 430
Crustacés et mollusques en conserve	tonne	--	--	17	--
Huile de poisson	tonne	47	29	--	18
Farine de poisson	tonne	18 500	8 000	6 000	4 000
TOTAUX	valeur	64 149	67 537	80 922	73 172

Source : Annuaire de la FAO, *Fishery Statistics; Commodities*, vol. 73, section A-8

NOS CONCURRENTS SUR LE MARCHÉ EGYPTIEN

Poisson refrigerere et congele (1993)



Source: Ambassade du Canada au Caire

**DIRECTIONS COMMERCIALES GÉOGRAPHIQUES DU
MINISTÈRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES ET DU COMMERCE INTERNATIONAL**

Si vous avez besoin de conseils ou de renseignements sur une région ou un pays en particulier, les délégués commerciaux des **Directions commerciales géographiques** peuvent vous aider. Ils sont situés au 125, promenade Sussex, Ottawa (Ontario) K1A 0G2 [télécopieur : (613) 996-9103]. En outre, plusieurs délégués et agents commerciaux sont en poste à l'ambassade du Canada au Caire.

DIRECTION DE L'EXPANSION DU COMMERCE EN AFRIQUE ET AU MOYEN-ORIENT (GBT)

Téléphone : (613) 990-6593; télécopieur : (613) 990-7431/7

Afrique du Sud, Algérie, Angola, Arabie saoudite, Bahreïn, Bénin, Botswana, Burkina Faso, Burundi, Cameroun, Cap-Vert, Comores, Congo, Côte d'Ivoire, Djibouti, Égypte, Émirats arabes unis, Éthiopie, Gabon, Gambie, Ghana, Guinée, Guinée-Bissau, Guinée équatoriale, Île Maurice, Iran, Iraq, Israël, Jordanie, Kenya, Lesotho, Liban, Libéria, Libye, Madagascar, Malawi, Mali, Maroc, Mauritanie, Mozambique, Namibie, Niger, Nigeria, Oman, Príncipe, Qatar, République centrafricaine, Rwanda, Sao Tomé, Sénégal, Seychelles, Sierra Leone, Somalie, Soudan, Swaziland, Syrie, Tanzanie, Tchad, Togo, Tunisie, Ouganda, Yémen, Zaïre, Zambie, Zimbabwe

DIRECTION DE L'EXPANSION DU COMMERCE, DE L'INVESTISSEMENT ET DE LA TECHNOLOGIE (RWT)

Téléphone : (613) 995-9401; télécopieur : (613) 995-6319

Allemagne, Autriche, Belgique, Chypre, Danemark (y compris le Groenland), Espagne, Finlande, France, Grèce, Irlande, Islande, Italie, Luxembourg, Malte, Norvège, Pays-Bas, Portugal, Royaume-Uni, Suède, Suisse, Turquie

DIRECTION DE L'EXPANSION DU COMMERCE EN ASIE DE L'EST (PNC)

Téléphone : (613) 995-7575; télécopieur : (613) 996-4309

Chine, Corée du Sud, Hong Kong, Indochine, Taïwan

DIRECTION DE L'EXPANSION DU COMMERCE EN ASIE ET DANS LE PACIFIQUE SUD (PST)

Téléphone : (613) 996-0910; télécopieur : (613) 996-1248

Afghanistan, Australie, Bangladesh, Bhoutan, Brunei, Îles du Pacifique-Sud, Inde, Indonésie, Malaisie, Myanmar, Népal, Nouvelle-Zélande, Philippines, Singapour, Sri Lanka, Thaïlande

DIRECTION DE L'EXPANSION DU COMMERCE AVEC LE JAPON (PNJ)

Téléphone : (613) 995-1281; télécopieur : (613) 943-8286

DIRECTION DU COMMERCE AVEC L'AMÉRIQUE LATINE ET LES ANTILLES (LGT)

Téléphone : (613) 996-5546; télécopieur : (613) 943-8806

Antilles britanniques, Antilles françaises, Antilles néerlandaises, Argentine, Bermudes, Bolivie, Brésil, Chili, Colombie, Costa Rica, Cuba, El Salvador, Équateur, Guatemala, Haïti, Honduras, Mexique, Nicaragua, Panama, Paraguay, Pérou, Porto Rico, République dominicaine, Uruguay, Venezuela

DIR. DE LA PROMOTION DU COMMERCE ET DE L'INVEST. AVEC LES ÉTATS-UNIS (UTI)

Téléphone : (613) 991-5849; télécopieur : (613) 944-9119

Chicago, Cincinnati, Cleveland, Denver, Detroit, Los Angeles, Minneapolis, Pittsburgh, San Diego, San Francisco, San Jose, Seattle

DIR. DE LA PROMOTION DU COMMERCE ET DU TOURISME AVEC LES ÉTATS-UNIS (UTO)

Téléphone : (613) 993-7343; télécopieur : (613) 944-9119

Atlanta, Boston, Buffalo, Dallas, Miami, New York, Philadelphie, Princeton, San Juan, Washington

DIRECTION DE L'EXPANSION DU COMMERCE EN EUROPE CENTRALE ET DE L'EST (RBT)

Téléphone : (613) 996-6835; télécopieur : (613) 995-8783

Albanie, Bosnie-Herzégovine, Bulgarie, Croatie, ex-République yougoslave de Macédoine, Hongrie, Moldova, Mongolie, Pologne, République tchèque, Roumanie, Russie, Slovaquie, Slovénie, Ukraine, Yougoslavie

CENTRES DE COMMERCE INTERNATIONAL

Le ministère des Affaires étrangères et du Commerce international a constitué des **Centres du commerce international (CCI)**, partout au Canada afin de prêter assistance aux exportateurs canadiens, qu'ils en soient ou non à leur première expérience dans le domaine des échanges internationaux. Les CCI peuvent leur procurer des publications spécialisées, les inviter à participer à des foires commerciales ou à des délégations, leur offrir une vaste gamme de services et, notamment, les conseiller en matière d'exportation, de transfert de technologie et de création de coentreprises avec des investisseurs étrangers. Logés sous le même toit que les bureaux régionaux d'Industrie Canada, les CCI relèvent pour l'orientation générale du ministère des Affaires étrangères et du Commerce international et chacun est doté d'une délégation commerciale permanente. On peut obtenir de plus amples renseignements en s'adressant au CCI le plus proche. Le bureau *InfoCentre* d'Affaires étrangères et Commerce international Canada, qui se trouve à Ottawa, peut également vous offrir des conseils utiles; on le joint sans frais en composant le 1-800-267-8376 (ou le [613]993-6435).

TERRE-NEUVE

Centre de commerce international
215, rue Water, bureau 504, C.P.
8950
St. John's (Terre-Neuve)
A1B 3R9
Tél. : (709) 772-5511
Télécopieur : (709) 772-2373

QUÉBEC

Centre de commerce international
C.P. 247, Tour de la Bourse
800, place Victoria, bureau 3800
Montréal (Québec)
H4Z 1E8
Tél. : (514) 283-8185
Télécopieur : (514) 283-8794

NOUVELLE-ÉCOSSE

Centre de commerce international
C.P. 940, succursale «M»
1801, rue Hollis
Halifax (Nouvelle-Écosse)
B3J 2V9
Tél. : (902) 426-4782
Télécopieur : (902) 426-2624

NOUVEAU-BRUNSWICK

Centre de commerce international
C.P. 1210, Assumption Place
770, rue Principale
Moncton (Nouveau-Brunswick)
E1C 8P9
Tél. : (506) 851-6452
Télécopieur : (506) 857-6429

SASKATCHEWAN

Saskatoon
Centre de commerce international
Immeuble S.H.-Cohen, 4^e étage
119, 4^e Avenue sud
Saskatoon (Saskatchewan)
S7K 5X2
Tél. : (306) 975-5315
Télécopieur : (306) 975-5334

ONTARIO

Centre de commerce international
Immeuble Dominion, 4^e étage
1, rue Front ouest
Toronto (Ontario)
M5J 1A4
Tél. : (416) 973-5053
Télécopieur : (416) 973-8161

MANITOBA

Centre de commerce international
C.P. 981, 330, avenue Portage, 8^e
Winnipeg (Manitoba)
R3C 2V2
Tél. : (204) 983-8036
Télécopieur : (204) 983-2187

COLOMBIE-BRITANNIQUE

Centre de commerce international
C.P. 11610, 900-650, rue Georgia
ouest
Vancouver (Colombie-Britannique)
V6B 5H8
Tél. : (604) 666-0434
Télécopieur : (604) 666-8330

ALBERTA

Edmonton
Centre de commerce international
Pièce 540, Place Canada
9700, avenue Jasper
Edmonton (Alberta)
T5J 4C3
Tél. : (403) 495-2944
Télécopieur : (403) 495-4507

Î.-P.-É.

Centre de commerce international
C.P. 1115, Confederation Court Mall
134, rue Kent, bureau 400
Charlottetown (Î.-P.-É.)
C1A 7M8
Tél. : (902) 566-7400
Télécopieur : (902) 566-7450

Calgary

Centre de commerce international
Bureau 1100, 510, 5^e Rue S.O.
Calgary (Alberta)
T2P 3S2
Tél. : (403) 292-6660
Télécopieur : (403) 292-4578

BIBLIOGRAPHIE

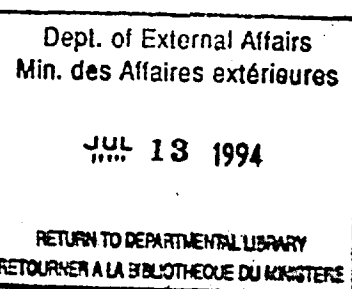
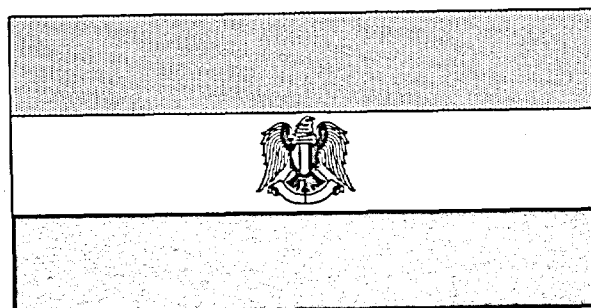
- Affaires extérieures et Commerce extérieur**, *Promotion des exportations : Priorités 1993-1994*, janvier 1993.
- Affaires extérieures et Commerce extérieur**, *Produits du poisson : Guide des possibilités d'exportation*, juillet 1990.
- Affaires extérieures et Commerce extérieur**, *Sommaire sectoriel 1993-1994 : Pêches, produits de la mer et services connexes*, janvier 1993.
- Affaires extérieures et Commerce extérieur**, *Étude du marché mondial du homard*, février 1993.
- Affaires extérieures et Commerce extérieur** *Étude du marché mondial saumon*, 1992.
- Economist Intelligence Unit**, *Egypt: Country Profile, 1993-94*, 1993.
- Economist Intelligence Unit**, *Egypt: Country Report*, 4^e trimestre, 1993.
- FAO**, *Fishery Statistics: Catches and Landings*, annuaire 1993.
- FAO**, *Fishery Statistics: Commodities*, annuaire 1993.
- Fonds monétaire international**, *Direction of Trade Statistics*, annuaire 1993.
- Fonds monétaire international**, *Government Finance Statistics*, annuaire 1993.
- Fonds monétaire international**, *Statistiques financières internationales*, mars 1993.
- Ministère des Pêches et Océans**, *Exportations canadiennes de poisson*, 1994.
- Price Waterhouse**, *Doing Business in Egypt*, guide d'information, 1993.
- Statistique Canada**, *Exportations : Commerce des marchandises*, publication n° 65-202, 1993.
- U.S. Department of Commerce**, *Foreign Economic Trends and Their Implications for the United States: Egypt*, International Trade Administration.
- U.S. Department of Commerce**, *Marketing in Egypt*, International Trade Administration.

doc
CA1
EA660
94E33
EXF

.b 2558622 (E)
.b 2558877 (F)

EGYPT

Guidelines for Canadian Fish Exporters 1994



Department of Foreign Affairs and International Trade

32782074161 3263908261

EGYPT
Guidelines for Canadian Fish Exporters
1994

Dept. of External Affairs
Min. des Affaires extérieures

JUL 13 1994

RETURN TO DEPARTMENTAL LIBRARY
RETOURNER A LA BIBLIOTHEQUE DU MINISTERE

SECTORAL LIAISON SECRETARIAT
Department of Foreign Affairs and International Trade
125 Sussex Drive
Ottawa, Canada K1A 0G2
Tel:(613) 995-1712
Fax:(613) 943-1103

April 1994



ABSTRACT

The report *Egypt: Guidelines for Canadian Fish Exporters 1994* provides an overview of the Egypt market for fish and seafood products, including information on various aspects of the Egyptian economy and factors influencing fisheries imports into that market. Other information in the report includes: basic data; the Egyptian seafood market in brief; country information; consumption habits; the domestic Egyptian fishing industry; distribution; market access; documentation; trade contacts; importers/distributors/users; transportation; and statistics.

NOTICE TO READERS

The Canadian Embassy in Cairo has identified the fisheries sector as a priority sector for export promotion in the past. This points to the existence of particular opportunities which Canadian seafood exporters are encouraged to pursue. This document has been prepared with a view to providing Canadian fish and seafood exporters with basic information on the Egyptian market. The report identifies market opportunities of potential interest to Canadian seafood exporters and provides data on the socio-economic characteristics of the Egypt economy, such as population, land area, standards, language, business travel and political structure. Information on the domestic Egypt market includes data on demand, supply, imports, distribution channels, marketing opportunities, domestic industries, market access, transportation, and consumption habits in Egypt.

Various market access factors are identified in the report. They include documentation, inspections, packaging, labelling, marketing tips and regulations. A section of the report deals with modes of transportation in Egypt. The International Trade Centres (p.21) across Canada, and the Geographic Trade Divisions in the Department of Foreign Affairs and International Trade (p.20), are provided as contact points for Canadian seafood exporters interested in the Egyptian market. In addition, a list of the major trade contacts for Canada-Egypt trade relations are provided as a source of information for doing business with Egypt.

Care has been taken to ensure the accuracy of the information in this guideline at the time of preparation. However, prudent *Canadian fish and seafood exporters are advised to check all relevant details with their commercial contacts and to adhere strictly to the requirements and regulations set by Egyptian importers and authorities.*

This report is one in a series of "Country Guidelines" being prepared by the Sectoral Liaison Secretariat (TOSA), Department of Foreign Affairs and International Trade. Any questions about this report, or other current or upcoming country guidelines, should be directed to the Sectoral Liaison Secretariat (TOSA) at 125 Sussex Drive, Ottawa, Ontario. [Tel:(613) 995-1712, Fax:(613) 943-1103]. In addition, an appropriately structured version of this document is available through the *FAXLINK* system which can be reached at Fax:(613) 944-4500.

The report was researched, compiled, and drafted by Gary G. Smith of *INFI-GAR Economic Services*.

TABLE OF CONTENTS

EGYPT: BASIC DATA	1
TRADE AND ECONOMIC OVERVIEW	2
SEAFOOD MARKET IN BRIEF	3
POST OBSERVATIONS	4
DOMESTIC FISHERY	8
TRANSPORTATION	9
MARKET ACCESS	10
TRADE CONTACTS	14
IMPORTERS/DISTRIBUTORS/USERS	15
STATISTICAL APPENDIX	16
GEOGRAPHIC TRADE DIVISIONS	20
INTERNATIONAL TRADE CENTRES	21
BIBLIOGRAPHY	22

EGYPT: BASIC DATA

- GEOGRAPHY** Egypt is situated in the northeastern corner of Africa, bordered by Libya on the west, the Sinai peninsula and the Red Sea on the east, Sudan on the south, and the Mediterranean Sea on the north. The total land area of Egypt is approximately 1 million sq. kms, of which only about 35,200 sq. kms are settled and cultivated, with the remainder consisting of uninhabited desert.
- CLIMATE** Hot and dry, the hottest month is July (21-36°C), and the coldest month is January (8-18°C). The driest months are July and August (0 mm avg. rainfall), and the wettest month is December (5 mm avg. rainfall).
- POPULATION** 56.4 million (mid-1993)
- MAJOR CITIES**
- | | | | |
|------------|------------|------------------|---------|
| Cairo | 13,850,000 | Shubra el-Khaima | 512,000 |
| Alexandria | 3,130,000 | Ismailia | 476,000 |
| Giza | 1,850,000 | Port Said | 424,000 |
- TIME** Egypt is 2 hours ahead of GMT, and 7 hours ahead of EST.
- MEASURES** The metric system is used in Egypt, but some local measures (feddan, ardeb, and qantar) are used for various purposes.
- LANGUAGE** Arabic is the official language of Egypt. Business and professional people can usually speak English, however, when dealing with government offices, it is advisable to be accompanied by an interpreter.
- GOVERNMENT** A new constitution was approved by national referendum in 1971 and established a Presidential Republic. The President is appointed by the People's Assembly and confirmed by national referendum. The President's term of office is six years, with reappointment to a further term permissible. The People's Assembly, also known as the National Assembly, is comprised of more than 350 elected members and a few appointed members. Egypt has a multi-party political system. The decision-making process in the Egyptian government is very centralized.
- LIVING STANDARDS** Egypt has a small but very wealthy upper class, a middle class with a modest standard of living, and a large lower socio-economic living class in substandard conditions. Egypt's economy has not been expanding as quickly as its population and has an unemployment rate of over 15 percent.
- CURRENCY** The Egyptian Pound (££) is the domestic currency, however, the Egyptian economy uses a multiple exchange rate regime.

TRADE AND ECONOMIC OVERVIEW

Egyptian government leadership has recognized that fundamental reforms are necessary to deal with Egypt's economic problems. In repeated and intensive consultation with the World Bank and IMF, the government has been developing an economic reform strategy that will correct macroeconomic imbalances and reorient the economy towards market mechanisms and the private sector. Starting in late 1990 and early 1991, the government took important measures to reduce the government budget deficit and discipline monetary policy. Interest rates were decontrolled, the banking system was strengthened, and a liberalized, market-based foreign exchange system was installed and is operating effectively.

The government designed the legal basis for subjecting public sector companies to market tests of efficiency and for allowing the sale of some companies to private investors. Decontrol of public sector prices and liberalization of foreign trade and private investment is underway and continues to date. The accomplishments of the 1990's are positive and provide for economic reorientation in order for Egypt to continue developing a prosperous economy.

Economic policy in 1994 will focus on reforms in the microeconomic sphere, in particular privatisation and the restructuring of public-sector enterprises, trade liberalization, and the promotion of the private sector through the deregulation of the business and investment environment. However, these reforms are more politically sensitive than the fiscal and monetary changes emphasised in Egypt's previous International Monetary Fund agreement. Thus, the reform timetable is much more at risk of being derailed by government worries about political stability.

Egypt is a member of various international organizations, such as the United Nations, the World Bank, the International Monetary Fund, the General Agreement on Tariffs and Trade, and the Arab League. Although Egypt exports oil, it is not a member of the Organization of Petroleum Exporting countries (OPEC). Egypt has a preferential trade agreement with the EC providing for substantial tariff reductions on a wide variety of exports to Europe.

Trade liberalization is a sensitive issue, particularly as this policy is facing politically powerful lobbying groups. But further tariff reforms are nevertheless expected to be implemented in 1994. The current 80 percent maximum tariff should be reduced to 70 percent by the end of 1993 and 60 percent by the end of 1994 before being cut to 50 percent at the end of 1995. The government has promised to lift all non-tariff barriers to trade, including the twenty-six items left on the import ban list. But the unexpected appearance of other non-tariff trade barriers, such as the government's current use of quality control regulations to protect local industries, will remain a problem throughout the forecast period.

SEAFOOD MARKET IN BRIEF

Egypt is a potential long-term market for substantial volumes of underutilized fish species as well as new product opportunities. Mackerel and herring seem to offer the best opportunities for sales, although there could be possibilities for other species which may be substituted such as ocean perch, true mullets and hake. Some demand for higher valued products such as salmon does exist, but direct access to this luxury market requires aggressive marketing efforts and commitment on the part of Canadian seafood exporters. Major European food shows such as SIAL and ANUGA offer the possibility of direct contact with buyers for the market in Egypt.

Total Egyptian consumption of fish is 500,000 mt per year, out of which 200,000 MT valued at over \$72 million US are imported frozen, but not fresh. Egypt is primarily a market for herring and horse mackerel, which account for about 80 percent of total imports. The Egyptian market for seafood products is expanding steadily and diversifying as consumer tastes become more sophisticated, and the Government of Egypt looks for new sources of cheaper protein for the rapidly increasing Egyptian population.

Due to a diminishing budget and foreign exchange constraints, public sector imports have dropped significantly and the government is now encouraging greater participation by the private sector. Private importers would welcome offers from Canadian suppliers on a \$US CIF per ton basis. They would then calculate this purchase cost in Egyptian pounds and submit their own quotation to government wholesalers. If such Egyptian offers of Canadian fish are accepted by the government, the local importer will open irrevocable confirmed letter of credit in US dollars. Payment is only effected subsequent to the shipment being checked and passed by Egyptian customs and health authorities. To guard against the risk of rejection, suppliers should obtain appropriate insurance coverage. If Canadian exporters wish to pursue these opportunities, the Canadian Embassy will forward full details on technical, general specifications and phytosanitary requirements according to Egyptian law.

Canadian firms must be prepared to handle large orders at low prices. While no official discrimination exists against private traders, preferential licensing treatment may be extended to the State trading organizations when foreign exchange is scarce, thus, the majority of the importation of seafood in Egypt is currently still done by the Fish Marketing Company. However, this regime is undergoing gradual transformation to a market based importation system. An industry spokesperson indicated the hardest aspect of exporting seafood to the Egyptian market is the inspection system which can be very demanding on seafood imports.

POST OBSERVATIONS

The Canadian Embassy in Cairo has in the past selected the fisheries, sea products and services sector as a priority area for export market development activities. Each year Canadian posts around the world provide summaries in synopsis form of their work-plans for the upcoming fiscal year. The purpose of the synopsis is to provide those engaged in the process of promoting exports from Canada with the means to obtain condensed market data and information on export opportunities at an early stage in the planning process.

Market Data	1990	1991	1992	1993
Market Size	75.00 \$M	73.00 \$M	75.00 \$M	80.00 \$M
Canadian Exports	00 \$M	00 \$M	00 \$M	7.00 \$M
Market Share	00 %	00 %	00 %	9.00 %

The Canadian Embassy in Cairo has estimated that the cumulative three-year export potential for Canadian products in the fishery sector to be more than \$10 million. Major competing suppliers to the Egyptian market are the EC (55%), Russia (30%), and the United States (2%). The Post in Cairo notes that the Canadian seafood export market share in Egypt is small but expanding.

Key factors contributing to the current successful Canadian fisheries exports include: 1) competitive pricing; 2) aggressive marketing; 3) import duties are low; 4) Canada is one of the few sources of supply. However, key factors for Canadian fisheries exports not reaching market potential include: 1) non-competitive pricing; 2) import restrictions are a significant impediment in the market; 3) restrictive standards; 4) non-competitive financing; and, 5) market prospects have not been adequately explored.

The domestic Egyptian seafood market is extremely price sensitive which puts many Canadian suppliers at a price disadvantage to their European counterparts. Europeans benefit from considerably lower landing costs and reduced transportation expenses given their geographic proximity to Northern Africa. In addition, Europeans offer fish that has been frozen-at-sea which provides a perceived comparative advantage in terms of product quality and consistency.

MARKET PROSPECTS

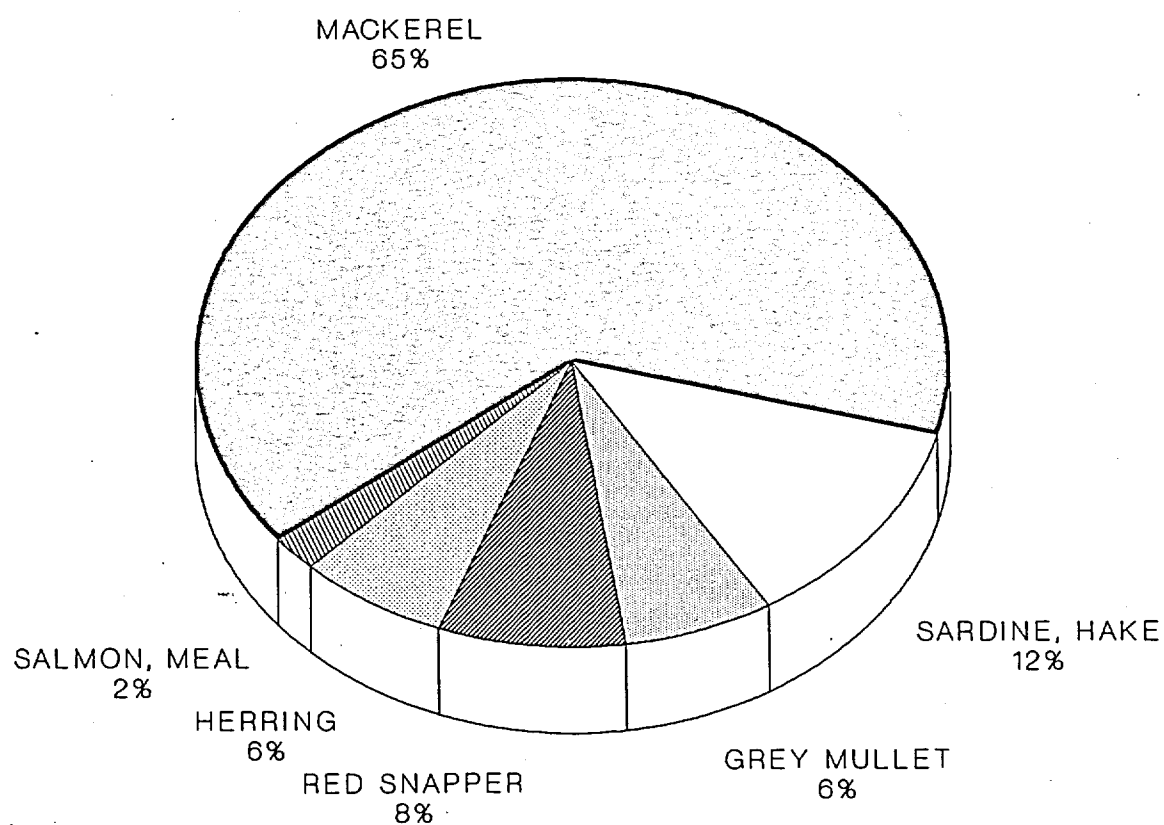
The Egyptian market for seafood offers potential and opportunities for underutilized species and price dominated spot sales. The Canadian Embassy in Cairo has identified six products for which there are good market prospects. Those products are mackerel, horse mackerel, red fish (ocean perch), hake, grey mullet and salmon. Market intelligence received from the Embassy in Cairo specified markets for the species identified, the information is presented below.

Sardines

Egyptian imports of sardines range from 60,000-85,000 metric tonnes per year. The product is brought in exclusively from the USSR, at least 16 centimetres in size, and the product is usually salted and may be canned.

EGYPTIAN SEAFOOD IMPORTS

By Species, 1992



Source: Canadian Embassy, Cairo

Mackerel

Egypt imports approximately 80,000 metric tonnes of mackerel, largely due to the efforts of the private sector which account for approximately 75 percent of the foreign supplies. The product is usually sourced from EEC countries, Norway and the USSR, with product size of 23 centimetres and larger. The mackerel is generally fried or grilled prior to distribution to the consumer.

Herring

Imports of herring total approximately 8,000 metric tonnes per year, with the majority coming from the USA, England, Holland and Norway. Half of the imports generally consist of roe herring. Size should be at least 23 centimetres (4-6 pieces/kg), the product is usually smoked in Egypt, with small amounts allocated to the canning sector.

Tuna

Egypt imports approximately 200,000 cartons (48 tins x 6.5 oz) of canned tuna (chunks in oil) from Far East countries, primarily Japan, Thailand and Malaysia. Foreign supplies are of the skipjack and yellowfish varieties.

Red fish (Red Snapper)

Egypt imports approximately 14,000 metric tonnes of redfish and red snapper per year. The major suppliers are Spain, Morocco and Mauritania. Local specifications require that the product be at least either 16 centimetres or 18 centimetres in size. Imported supplies of redfish are fried or grilled before distribution to the consumer. Canadian redfish, head-off and gutted, may be an acceptable substitution for the red snapper.

Hake

The annual imports of hake are estimated to be 4000 metric tonnes per year. Foreign supplies are of Argentine origin. Size should be at least 23 centimetres, and the supplies are fried or grilled prior to distribution to the consumer. As an alternative to hake, the market could consider the purchase of Canadian whiting (except blue) and pollock (except white).

Salmon

The Egyptian market for salmon is dominated by the hotel and restaurant sector as well as airline caterers. Annual demand is approximately 100 metric tonnes. Although the market is currently limited, it should be noted that the major company which smokes salmon (smoked fish is banned from import), Bentleys Egypt, has expressed a strong interest in Canadian supplies of Atlantic salmon.

TIPS ON APPROACHING MARKET

As mentioned previously, the majority of seafood imports into Egypt are allocated through a tender system, however, the Egyptian government is slowly opening up the seafood import regime and more private traders are conducting import activities. All information pertaining to tender offers, prices and other market intelligence can be obtained by contacting a Trade Commissioner in the Canadian Embassy in Cairo. The Embassy in Cairo is able to provide guidance to potential Canadian seafood exporters who are thinking about exporting to the Egyptian market. Exporters must be committed to the market and be willing to establish long-term trading relationships to ensure future sales opportunities.

One of the most difficult aspects of exporting to the Egyptian market is the strict nature of the inspection system for seafood product imports. Past experience has proven the necessity of ensuring all seafood products entering Egypt adhere to all the inspection requirements. Canadian exporters should ensure sufficient insurance coverage is obtained to safeguard against possible rejection by the Egyptian inspection authorities. Egypt's largest trading partner for seafood products is the European Community. Interested seafood exporters are advised to attend the major European seafood shows and trade fairs such that Egyptian buyers can be contacted and provided with information concerning the seafood products available from Canada. One benefit of such a process would be to enable Canadian seafood exporters to compare currently consumed Egyptian species with comparable species found in Canada. The import market in Egypt is very price sensitive, Canadian exporters should analyze options with respect to species substitution and lower priced under-utilized species.

Egypt is in the process of attempting to increase the tourism sector of the domestic economy. Recent events in the Middle East have hampered these efforts, however, tourism is expected to play an increased role in the Egyptian economy of the future. Longer term trends are encouraging visitors: the wide availability of charter flights and a more sophisticated promotional campaign that stresses not only the country's unique archaeological heritage, but also its good climate and the fact that it has some of the finest beaches and coral reefs in the world. Egypt has a goal of 50,000 hotel rooms by 1994 which is part of a general vigorous drive to upgrade and expand the country's tourist facilities. Possible repercussions of such activities are that in the future the hotel/restaurant trade in Egypt will likely demand more seafood products which are palatable to western tastes. Canadian seafood exporters should explore opportunities which may arise as the result of the increased tourist activity in Egypt in the future. Canadian seafood exporters interested in pursuing sales in Egypt are encouraged to contact any number of representatives in Canada regarding seafood exports to Egypt. Canadian firms should be completely prepared and appropriately informed of all the intricacies involved in exporting seafood products to the Egyptian domestic market.

CONSUMPTION HABITS

Information obtained from a knowledgeable Canadian Trade Commissioner helped provide the following overview of Egyptian seafood consumption habits. Egyptians are traditional fresh fish eaters based on their proximity to a number of major bodies of water. Seafood is served throughout the country, but is most readily available in areas that support a big fishing industry. Popular species in Egypt include porgy, mullet, smelts, canned tuna, sardines, anchovies, and various types of shellfish. Certain seafood species, such as smoked salmon and shrimp, are available in particular locations, but usually at a very high price. Seafood is generally purchased at two different locations: fresh fish and local catches are purchased at open-air markets, while imported and frozen varieties can be found at government seafood stores. Due to the expensive nature of Egyptian government stores, the more affluent purchase seafood at these locations, while the less affluent are more likely to purchase seafood at one of the open-air markets. Seafood comprises an integral part of most Egyptian's diets with consumption on a weekly basis. Seafood products are generally provided whenever a host/hostess is putting on a lavish meal for guests. In addition, caviar served in the original pouch can be found at very expensive prices, and is considered to be an aphrodisiac. Egyptian citizens have certain basic methods of preparing seafood for consumption. Fish is often fried in vegetable oil with spices such as garlic and black pepper. Seafood is also breaded and broiled at high temperatures until it is blackened in colour. Fish is baked in the oven in a mixture of tomato juice, parsley and onions, and as with most seafood dishes, served with rice.

DOMESTIC FISHERY

Egypt is located in Northeast Africa and has a coastline on the Mediterranean Ocean, the Red Sea, and the Nile River. Egypt has approximately 2,420 kilometres of coastline, with 53,600 square kilometres of shelf area to 200 metres in depth. In addition, Egypt's estimated EEZ area is equal to 50,600 square kilometres with inland waters totalling 8,560 square kilometres. The FAO estimates Egypt has a marine fishery potential of approximately 45,000 metric tonnes, and an inland fishery potential of 215,000 metric tonnes, which gives Egypt a total potential fishery resource of 260,000 metric tonnes.

AQUACULTURE

Aquaculture has supplemented traditional agriculture in Egypt for centuries by adding an important source of protein to the Egyptian diet. Egypt is blessed with a climate suitable for fish culture and abundant water resources that could potentially be utilised for aquaculture. Increases in imports of fishery products in the early 1980's led the Egyptian government to set out to develop further the aquaculture sector. The following are the objectives of aquaculture development in Egypt: 1) to increase the production and consumption of fish as an alternative source of protein; 2) to increase food self-sufficiency and reduce the quantum of food imports as well as to enhance utilisation of water resources; 3) to provide rural employment; 4) to exploit the large areas of saline lands not suitable for agriculture; 5) to restock the lakes where overfishing has exhausted the natural stock; and, 6) to eliminate unwanted aquatic weeds from ponds and irrigation canals through rearing of fish such as grass carp which primarily feed on weeds.

Aquaculture in Egypt varies between the traditional "howsha" enclosure methods and the modern advanced fish farm operations. INFOFISH cites official Egyptian sources which report the Government operated fish farms in Al Zawiya (1,000 feddans), Al Rabua (1,000 feddans), Barsik (1,000 feddans), Al Manzala (1,000 feddans), Al Abassa (1,200 feddans), Damyatta (2,000 feddans), Kafr El Sheikh (600 feddans), and a couple of farms in Port Faud and Alexandria. In addition, public fish farms leased out by the Government totalled approximately 60,000 feddans (1 feddan=1.04 acres). The Government reports that the Barsik aquaculture project recovered its investment within three seasons, and the Airport farm in Alexandria reported an increase in production of 500 percent, rising from 50 tonnes per year to 250 tonnes per year.

INFOFISH reports that the most commonly cultured species in aquaculture in Egypt are fresh and brackishwater finfish. Tilapia (St. Peter's fish) species (*O niloticus*, *S galilaeus*, *T zilli* and *O aureus*) are the most popular and are reared in polyculture with mullets (*Mugil cephalus* and *M capito*) and carps. Currently, catfish (*Clarias lazera*), Nile perch (*Lates niloticus*) and eel (*Anguilla*) are being reared in the system. Carps are among the exotic species successfully introduced into the country. The common carp (*Cyprinus carpio*) was brought in from Indonesia in the early 1930's. Subsequently, the mirror carp (*Cyprinus carpio v specularis*) imported from France, the silver carp (*Hypophthalmichthys molitrix*) from Japan, and the grass carp (*Ctenopharyngodon idella*) from Hong Kong have been successfully cultured. The black bass and *O mossambicus* were also imported, though this was later discontinued. The most popular brackishwater and marine fish are mullet, eel and sole. Sea bream (*Sparus amatus*), seabass (*Dicentrarchus labrak*) and shrimp (*Penaeus sp*) are also showing good results in culture and gaining recognition. Lately, *T zilli*, a tilapia variety that proved tolerant to saline conditions, has also been adopted by brackishwater fish farmers.

TRANSPORTATION

MARINE

Egypt has over 3,000 kilometres of navigable waterways dispersed between the Nile and the canals. The main port in Egypt is located at Alexandria and it has the largest water area of any Mediterranean harbour and handles three-quarters of the country's annual seaborne traffic, approximately 18 million tonnes excluding oil. Container capacity at Alexandria is approximately 120,000 TEU annually. Expansion of general and container facilities is proceeding at a new site, 6 kilometres to the west of the city. Damietta is a major new port in the Nile Delta, which has been operational since 1986. Damietta has four container berths and storage capacity for 125,000 TEU annually. A new container terminal at Port Said has opened recently and has a storage capacity of approximately 200,000 TEU annually. Port Said also has storage capacity for 100 reefer units. The Egyptian government is considering turning Port Said into a major trans-shipment terminal linking Mediterranean traffic to the large container ships serving the Far East. The public Fish Marketing Company maintains storage and freezing facilities adequate for dealing with seafood imports. However, Egyptian ports can become congested and delays may result.

AIR

The main international airports in Egypt are Cairo International Airport located at Heliopolis, and the airport at Alexandria. EgyptAir, the state owned airline, is the largest airline in the region and operates service to Europe and the United States. Recent privatisation measures have allowed several privately owned airlines to operate scheduled flights to major destinations.

ROADS

Egypt has a major road network which connects Cairo with Alexandria, Suez, Ismailia, other Delta towns, and with Aswan leading to the High Dam. Egypt has approximately 90,000 kilometres of roadways with only one-third paved. The Egyptian government has included roadway expansion in previous economic plans and the current five year plan calls for 376 kilometres of new roads, 355 kilometres widened and strengthened, and 339 kilometres are to be made into dual roadways.

RAILWAYS

The current five year plan of the Egyptian government has the aim of raising the railway's share of freight transport by 50 percent including domestic transport. These and other modernisation developments are expected to increase Egypt's potential for containerised transport from Egyptian ports to continental Africa. A 4.5 kilometre metro line opened in 1987 in Cairo between Ramses Square and Sayida Zaynab which helps complete a 42 kilometre regional line.

MARKET ACCESS

An industry spokesperson has indicated that the inspection process in Egypt is the most difficult aspect of exporting seafood to the Egyptian market. Egypt has historically used import licensing and foreign exchange allocations to regulate the inflow of imports. During the 1960's and early 1970's, trade in Egypt was dominated by State trading corporations and bilateral deals with COMECON countries. Egypt is a member of a trade bloc which includes Iraq, Jordan and Yemen. The country has moved toward trade liberalisation since that time with open door (*infitah*) policies by allowing private Egyptian firms to use their foreign exchange resources for seafood imports.

Foreign owned companies must acquire the services of an Egyptian agent in order to import goods into the country. Goods considered to be luxury articles or goods in production in Egypt are banned from importation, in addition, trade with South Africa is banned. The majority of seafood imports into Egypt were handled by the Egyptian Fish Marketing Company which is a public company. The market can now be accessed with private importers and through the tender system which the Egyptian government controls with import permits based on the successful bids on the tenders.

The Egyptian market for seafood products is at the moment a commodity market with opportunities for short-term large sales due to the trade regulation by authorities. It can be very difficult for Canadian seafood exporters to develop long-term trade relationships in the Egyptian market and firms should reflect in advance on whether or not the investment is appropriate for the situation.

DOCUMENTATION

The following documentation is required for exports to Egypt. Three copies of the commercial invoice are required and must be presented for approval to the Egyptian Embassy. Three copies of the certificate of origin, certified by a Chamber of Commerce, must also be presented to the Egyptian Embassy. The buyer's import license must be certified by an authorized bank so that a letter of credit can be opened. The importer must obtain a statement from customs that arrival is in conformity with the bill of lading.

Four copies of the shipper's export declaration are required. The exporter needs a certificate of insurance and a packing list is required. Consular fees apply and all documents must be legalized by the Egyptian Embassy. Canadian exporters should ascertain from the buyer and the Egyptian Embassy the exact number of copies to be legalized. A sanitary certificate and documentation relating to food additives may be necessary. Complex regulations in these areas make it essential for exporters to request further information from the importer.

PRICES AND TERMS

Prices paid by Egyptian importers are generally based on European price structures and can be located by referring to INFOFISH. The Canadian Embassy in Cairo can supply current reference prices to interested Canadian exporters. Quotations are preferred in Egyptian pounds, Pounds Sterling, or U.S. dollars, on a C.I.F. value basis. Prices should be in CIF Alexandria and FOB per ton, and the Egyptian Government committee is entitled to increase or decrease the quantity. All offers must be accompanied by a provisional and unconditional loan guarantee worth 2 percent.

A successful bidder will submit 10 percent performance loan guarantee valid for 30 days from the date of delivery. Payment is to be made by irrevocable, confirmed letter of credit payable 10 percent against shipping documents and 90 percent after the shipment is checked by Egyptian customs and health authorities. To guard against the risk of health rejection by Egyptian authorities, Canadian seafood exporters should obtain the appropriate insurance coverage.

TARIFFS

In 1986, the cumbersome Import Rationalisation Committee was replaced by a simpler method of determining tariffs. Imports are now divided into four categories: prohibited, luxury, regular and necessary with the number of tariffs reduced from 43 to 10. Goods exported to Egypt are subject to differing rates of customs duties. The rates vary from nominal to excessive, as much as 500 percent.

In general, raw materials and various components not available in Egypt enjoy a lower rate of custom duty. However, medium custom duty rates are applied to goods which are similar, but not identical to those goods produced in Egypt, and higher customs duties apply to luxury and specialty items.

Import duties are based on cost, insurance and freight (CIF) value at the market exchange rate for private imports, and at the official exchange rate for government agency imports. An economic development tax and a statistical duty are levied on the CIF value at rates of 10 percent and 2 percent, respectively. Certain other taxes and duties are levied at nominal rates on the value of the aforementioned duties.

Products imported by fishing vessels possessing an Arab Republic of Egypt fishing license are exempt from payment of these duties. The agency responsible for these duties is the Customs Department, Ministry of Finance in Nasar City, Cairo. In June 1989, the special rate for customs valuations was abolished by the Egyptian government in favour of the daily set commercial rate. The rate of exchange for customs will be a monthly rate based on the average of the daily rates during the month.

FREE-TRADE ZONES

Under the former Investment Law which was recently repealed in Egypt, public free zones have been established at Alexandria, Cairo, Ismailia, Port Said and Suez. Private free zones were also available for single projects, nevertheless, it is very difficult to obtain authorization for a private free zone. Rights acquired under the former law remain largely intact, however, free zones are now regulated by Law 230 of the 1989 Investment Law.

The public free zones are controlled and regulated by the respective individual governorate while private free zones are administered by the Investment Authority. Business entities operating in one of the free zones are exempt from all taxes, except for a fee equal to 1 percent of the cost, insurance and freight value of the commodities entering or leaving the free zone. Free-zone projects are entitled to the other incentives promulgated by Law 230 of 1989 and are exempt from the regulations pertaining to importation.

LICENSING

Licenses are required in Egypt for private sector imports valued over 100,000 Egyptian pounds. The licenses are issued by the Ministry of Supply, but only if FX allocation requirements fall within the global allocation. While no official discrimination exists against private traders, preferential licensing treatment may be extended to State trading organizations when foreign exchange is scarce.

INSPECTIONS

An industry spokesperson has indicated that the inspection process in Egypt is the most difficult aspect of exporting seafood to the Egyptian market. Seafood exports from Canada to the Egyptian market require the following certification as outlined by the Department of Fisheries and Oceans.

Required are a Certificate of Inspection, Origin and Hygiene (FP 1404) with original and four copies issued by Canadian authorities, certified by the Chamber of Commerce of the city the product was processed in and approved by the Egyptian Embassy stating that: a) the fish were not caught by an explosion method; b) the fish were caught from regions which are not contaminated by atomic radiation, fertilizers, or pesticides; c) date of freezing; and d) that the fish are free of noxious materials or diseases, and that they are suitable for human consumption.

The Embassy in Cairo states that local health standards apparently correspond to those of the EEC, and the inspection process normally requires 7 to 10 days. As noted above, the Embassy in Cairo suggests suppliers should consider insurance coverage against the risk of rejection.

Egyptian regulations covering the importation of frozen fish are as follows: [a] neat, coherent (flesh consistent) and free from any rot, mechanical damage defects and in natural colour, smell and appearance; [b] frozen by well known technical means (preferably not IQF); [c] no preservative chemicals nor antibiotics should be used during processing or after; [d] fish should be free from any harming microbes, or any toxins, and should not be caught by explosive methods, or from any area polluted with radiation or insecticides, and should be free from worms, insects and fungus; [e] temperature in the frozen cabinets where the fish is conserved until arriving to the port of unloading, should not exceed -18 °C; [f] fish should be packed in convenient packages of relatively the same size or in bags of polyethylene in cardboard wrapped tightly so the fish can bear shipping, loading and unloading operations; [g] carton contents should weigh 20 kilograms net weight, and adhere to the labelling requirements provided below; [h] packages should be free of any ice crystals, except for glazing layers; [i] packs should be neat, in good condition, and not torn nor wet by water; and [j] the period between production, preparation, packing and shipping of the product should not exceed two months.

PACKAGING AND LABELLING

Imports to Egypt must have the following packaging and labelling requirements appear on each carton in Arabic: 1) name of the product; 2) name of producer; 3) the statement "Made in Canada"; 4) net and gross weight; 5) production and expiry dates; 6) ingredients; 7) the statement "Keep Frozen Below 0°C"; and 8) the name of the importer. The Department of Fisheries and Oceans in Canada advises that the complexity of regulations in the Egyptian market makes it imperative to request further information from the importer.

COMMERCIAL INVOICE

Although no special form of contents are prescribed for the commercial invoice, it is advisable to include the following: 1) date and place of shipment; 2) markings of the packages and their numerical order; 3) exact description of the goods (e.g. customary commercial description according to kind, quantity, grade, weight [gross and net] in metric units, with special emphasis on factors that may affect value; 4) agreed upon price of the goods, including unit cost and total cost f.o.b. factory, plus shipping, insurance and other charges; 5) delivery and payment terms; and, 6) the signature of a responsible official from the shippers' firm.

HEALTH CERTIFICATES

Health certificates from the appropriate agencies in Canada are required for fisheries exports to Egypt. Owing to the complexity of sanitary and health regulations, Canadian seafood exporters should also obtain information from the importer prior to the shipment, or directly from the Canadian Embassy in Cairo. A health certificate issued by the authorities of the country of origin is required for all consignments of foreign seafood products imported into Egypt.

The required certificate must clearly state verification that the products have undergone the necessary health inspection and are fit for human consumption, in addition to stating any additives which the products may contain. Egypt has several regulations with regard to conservation, additives, food colouring, histamine contents etc. Canadian exporters requiring assistance in determining the applicability of the regulations for their particular additives should contact the Canadian Embassy in Cairo.

BILL OF LADING

There are no regulations specifying the form or number of bills of lading required for any particular shipment entering Egypt, except that it must indicate the weight in kilograms. A bill of lading customarily shows: 1) name of the shipper; 2) name and address of the consignee; 3) port of destination; 4) description of the goods; 5) listing of the freight and other charges; 6) number of bills of lading in the complete set; 7) date and signature of the carriers' official, acknowledging receipt on board of the goods for shipment.

This information should correspond with that shown on the invoices and packages. Bills of lading direct of "to order" are accepted. For air cargo shipments, the "way-bill" replaces the bill of lading.

PACKING LIST

Although not required, a packing list is useful in expediting customs clearance at the port of entry. Such a list should describe, in detail, the contents of each case or container included in the shipment giving the net and gross weights, together with the c.i.f. value of each commodity. As an additional note, wherever possible, the required documentation should be forwarded separately to the consignee prior to the departure of the goods for submission to customs with the entry documents. Enclosing them in the package being shipped will cause delay. In addition, designations and descriptions on documents should be in terms of the Harmonized System (HS) or the national tariffs of the country of destination.

TRADE CONTACTS**CANADIAN CONTACTS IN EGYPT**

Canadian Embassy
6 Mohamed Fahmy
P.O Box 1667 Kasr El Doubara
el Sayed Street, Garden City
Cairo, Arab Republic of Egypt
Contact: Magdy Ghazal
Senior Commercial Officer
Tel:(011-20-2) 354-3110
Fax:(011-20-2) 356-3548

EGYPT CONTACTS

Embassy for the Arab Republic of Egypt
454 Laurier Avenue East
Ottawa, Ontario K1N 6R3
Tel:(613) 234-4931/35/58
Fax:(613) 234-9347

Commercial Office
85 Range Road, Suite 207,
Ottawa, Ontario K1N 8J6
Tel:(613) 238-6263/64
Fax:(613) 238-2578

Press and Information Office
85 Range Road, Suite 905,
Ottawa, Ontario K1N 8J6
Tel:(613) 563-1248/49
Fax:(613) 230-9834

Commercial Office
3754 Côtés des Neiges Road
Montreal, Quebec H3H 1V6
Tel:(514) 937-7781/7782
Fax:(514) 937-0588

IMPORTERS/DISTRIBUTORS/USERS

Direct exporting to Egypt is not simple, it often demands that you visit Egypt, learn about the market, and meet with potential importers, end-users, distributors, agents, and government trade officials. Exporters must develop a network of contacts on the Egyptian side and establish close working relationships with several key individuals. *In light of constantly evolving circumstances, the following list of importers, distributors and users cannot be timeless or exhaustive, Canadian fish and seafood exporters are advised to check all relevant details with their commercial contacts and to adhere strictly to the specifications set by Egyptian importers and authorities.* The Post in Cairo has identified numerous prospective Egyptian agents and importers listed below who are interested in being contacted concerning Canadian frozen fish. Canadian seafood exporters should be aware the Egyptian market is becoming increasingly liberalized and future opportunities may depend on contacts made and developed over the next few years in Egypt.

3MS

Cairo

Contact: Mr. Hassan M. Said

Telex: 20319 MS UN

Fax: 356-1791

EDFINA

Alexandria

Contact: Mr. Adel El Samahy

Telex: 54076 EDFI UN

EL-NAGGAR COMPANY

Alexandria

Contact: Mr. Moustafa El-Naggar

Telex: 54725 CCA UN

Fax: 808993

GEFCO TRADING COMPANY

Cairo

Contact: Mr. Geoffy Bishara

Telex: GEFCO UN

Fax: 392-7549

MAGDY MANDOUR EST.

Alexandria

Contact: Mr. Magdy Mandour

Telex: 55825 FARM UN

Fax: 381-7115

MAGICO TRADING & SERVICES

Cairo

Contact: Mr. Walid Zaher

Telex: 20161 UN

Fax: 362-1388

METTCO

Cairo

Contact: Mr. Abdel Meguid

Telex: 93802 GOODY UN

Fax: 392315

MISR ASWAN FISH PROCESSING

Cairo

Contact: Dr. Aly Abu Zeid

Telex: 93784 MSWAN UN

MISR FOREIGN TRADE COMPANY

Cairo

Contact: Mr. Mamdouh El-Masry

Telex: 92782 & 92370

NORDFROST

Cairo

Contact: Mr. Jens Buchow

Telex: 63020 NFRO UN

Fax: 360-5234

SAKR ENTERPRISES

Alexandria

Contact: Mr. Ashraf Sakr

Telex: 54333 AKRCO UN

Fax: 482-3200

VEGIFRUTEX

Contact: Mr. Mohamed El-Domiaty

Telex: 2308 & 23381

Fax: 291135

STATISTICAL APPENDIX

EGYPT MACROECONOMIC INDICATORS

	1989	1990	1991	1992
GDP at market prices (E£ bn)	76.8	96.1	111.2	139.1
Real GDP growth (%)	5.0	5.7	1.1	4.4
Consumer prices (%)	21.3	16.8	19.8	13.6
Exports fob (US\$bn)	2.9	3.6	3.9	3.4
Imports fob (US\$bn)	8.8	10.3	9.8	8.9
Current account (US\$ bn)	-1.3	0.2	1.9	2.8
Exchange rate (avg) E£:US\$	1.1	2.0	3.3	3.3
Population, mn (mid-year)	51.5	52.7	53.9	55.2

Source: Economist Intelligence Unit, Egypt, Country Report, 4th Quarter 1993.

EGYPT FOREIGN TRADE

Principal Exports, 1992	US\$ mn	Principal Imports, 1992	US\$ mn
Petroleum & products	1,651	Transport equipment & machines	2,356
Cotton yarn & textiles	564	Livestock, food & drink	1,912
Engineering & metallurg. goods	361	Chemicals, rubber & leather	1,115
Other agricultural goods	211	Wood, paper & textiles	967
Raw cotton	35	Fats, oils, fuels & minerals	956
Total including others	3,636	Total including others	10,040

Source: Economist Intelligence Unit, Egypt, Country Report, 4th Quarter 1993.

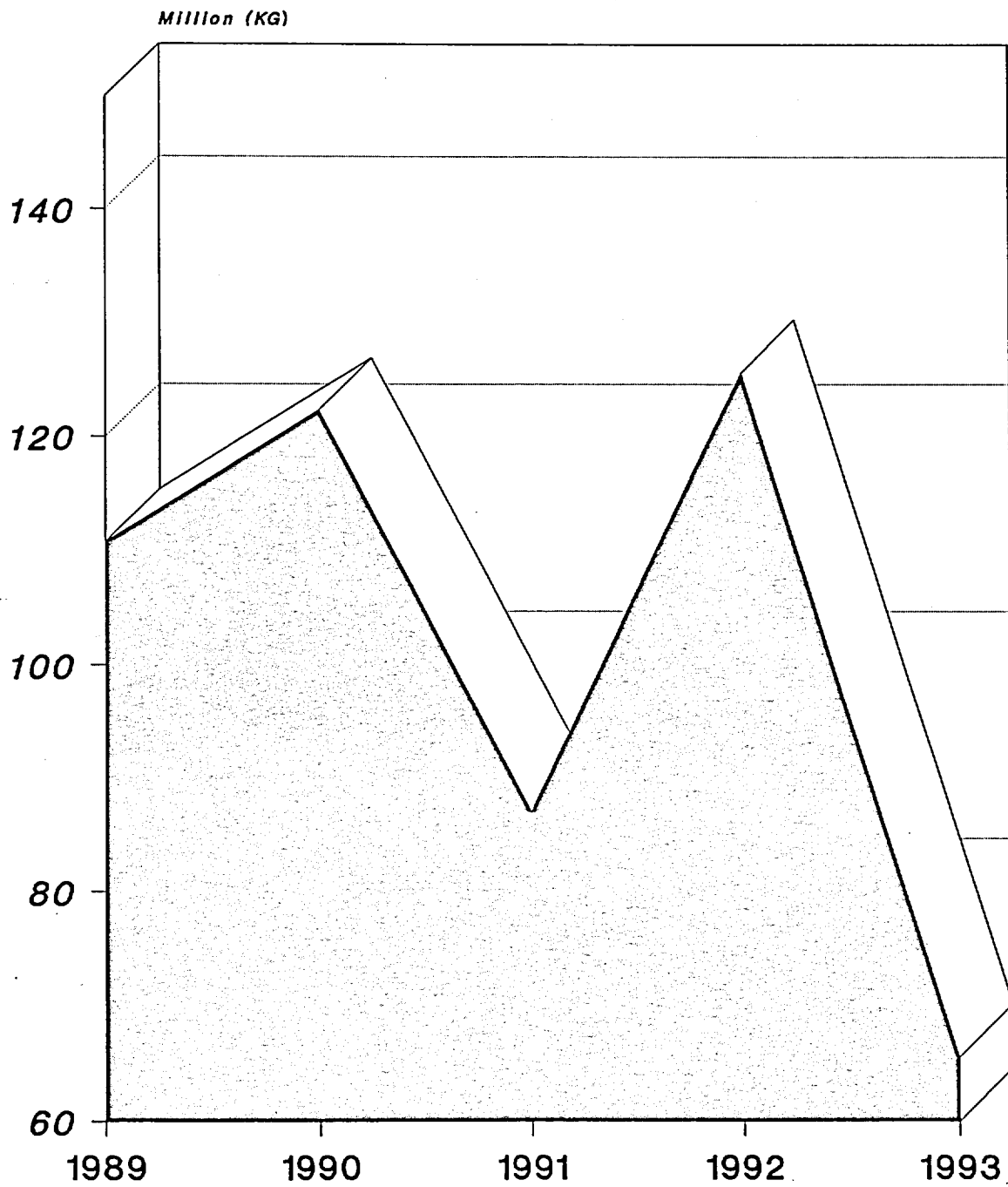
EGYPT DIRECTION OF TRADE

Destination of Exports, 1991	% of total	Origins of Imports, 1991	% of total
Italy	20.6	United States	25.4
United States	8.2	Germany	10.1
Spain	6.9	Italy	8.7
France	6.2	France	7.0
Singapore	5.3	Japan	4.8
Greece	5.2	United Kingdom	3.7

Source: Economist Intelligence Unit, Egypt, Country Report, 4th Quarter 1993.

EGYPTIAN SEAFOOD IMPORTS

All Sources



Source: Canadian Embassy, Cairo

STATISTICAL APPENDIX

EGYPT FISHERIES EXPORTS (All Destinations)

Commodity Group	q=mt	1988	1989	1990	1991
Fish, fresh, chilled or frozen	q	962	2,145	3,392	2,183
Fish, dried, salted or smoked	q	29	41	54	128
Crustaceans and molluscs	q	13	12	10	8
Fish, canned	q	30	2	4	44
Crustaceans and molluscs, canned	q	---	1	---	---
Oils	q	---	---	---	---
Meals	q	---	---	---	---
TOTALS	v	3,506	8,425	13,026	11,050

Source: FAO Yearbook, Fishery Statistics. Commodities, Vol.73, Section A-8.

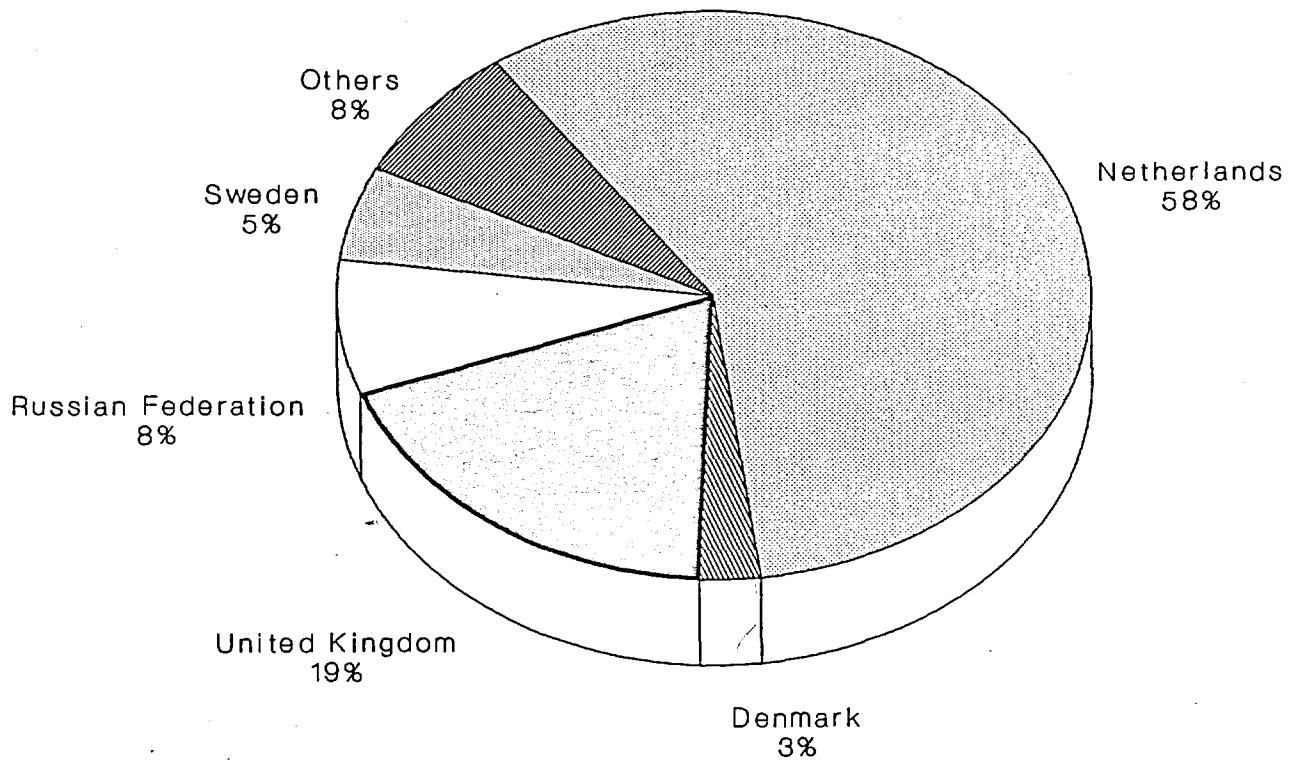
EGYPT FISHERIES IMPORTS (All Sources)

Commodity Group	q=mt	1988	1989	1990	1991
Fish, fresh, chilled or frozen	q	100,095	111,934	122,772	87,091
Fish, dried, salted or smoked	q	874	1,425	7,717	2,943
Crustaceans and molluscs	q	150	---	---	---
Fish, canned	q	2,211	2,463	7,566	8,430
Crustaceans and molluscs, canned	q	---	---	17	---
Oils	q	47	29	---	18
Meals	q	18,500	8,000	6,000	4,000
TOTALS	v	64,149	67,537	80,922	73,172

Source: FAO Yearbook, Fishery Statistics. Commodities, Vol.73, Section A-8.

EGYPT MARKET COMPETITION

Fish Chilled/Frozen, 1993



Source: Canadian Embassy, Cairo

**DEPARTMENT OF FOREIGN AFFAIRS AND INTERNATIONAL TRADE
GEOGRAPHIC TRADE DIVISIONS**

If you are seeking advice and information about a specific area or country, Trade Commissioners in the **Geographic Trade Divisions** are available to assist you. They are located at 125 Sussex Drive, Ottawa, Ontario, K1A 0G2 [Fax:(613) 996-9103]. In addition, there are Trade Commissioners and Commercial Officers at the Canadian Embassy in Cairo.

AFRICA AND MIDDLE EAST TRADE DEVELOPMENT DIVISION (GBT)

Tel:(613) 990-6593; Fax:(613) 990-7431/7

Algeria, Angola, Benin, Botswana, Burkina-Faso, Burundi, Cameroon, Cape Verde, Central African Republic, Chad, Comores, Congo, Côte d'Ivoire, Djibouti, Ethiopia, Equatorial Guinea, Gabon, Gambia, Ghana, Guinea, Guineau-Bissau, Kenya, Lesotho, Liberia, Madagascar, Malawi, Mali, Mauritania, Mauritius, Morocco, Mozambique, Namibia, Niger, Nigeria, Principe, Rwanda, Sao Tomé, Senegal, Seychelles, Sierra Leone, Somalia, South Africa, Sudan, Swaziland, Tanzania, Togo, Tunisia, Uganda, Zaire, Zambia, Zimbabwe, Bahrain, Egypt, Iran, Iraq, Israel, Jordan, Lebanon, Libya, Oman, Qatar, Saudi Arabia, Syria, United Arab Emirates, Yemen

WESTERN EUROPE TRADE, INVESTMENT AND TECHNOLOGY DIVISION (RWT)

Tel:(613) 995-9401; Fax:(613) 995-6319

Austria, Belgium, Cyprus, Denmark (incl. Greenland), Finland, France, Germany, Greece, Iceland, Ireland, Italy, Luxembourg, Malta, The Netherlands, Norway, Portugal, Spain, Sweden, Switzerland, Turkey, United Kingdom

EAST ASIA TRADE DIVISION (PNC)

Tel:(613) 995-7575; Fax:(613) 996-4309

China, Hong Kong, Indochina, South Korea, Taiwan

ASIA PACIFIC SOUTH TRADE DEVELOPMENT DIVISION (PST)

Tel:(613) 996-0910; Fax:(613) 996-1248

Afghanistan, Australia, Bangladesh, Bhutan, Brunei, India, Indonesia, Malaysia, Myanmar, Nepal, New Zealand, Philippines, Singapore, South Pacific Islands, Sri Lanka, Thailand

JAPAN TRADE DEVELOPMENT DIVISION (PNJ)

Tel:(613) 995-1281; Fax:(613) 943-8286

LATIN AMERICA AND CARIBBEAN TRADE DIVISION (LGT)

Tel:(613) 996-5546; Fax:(613) 943-8806

Argentina, Bermuda, Bolivia, Brazil, Chile, Colombia, Commonwealth Caribbean, Costa Rica, Cuba, Dominican Republic, Ecuador, El Salvador, French West Indies, Guatemala, Haiti, Honduras, Mexico, Netherlands Antilles, Nicaragua, Panama, Paraguay, Peru, Puerto Rico, Uruguay, Venezuela

UNITED STATES TRADE AND INVESTMENT DEVELOPMENT DIVISION (UTI)

Tel:(613) 991-5849; Fax:(613) 944-9119

Chicago, Cincinnati, Cleveland, Denver, Detroit, Los Angeles, Minneapolis, Pittsburgh, San Diego, San Francisco, San Jose, Seattle

UNITED STATES TRADE AND TOURISM DEVELOPMENT DIVISION (UTO)

Tel:(613) 993-7343; Fax:(613) 944-9119

Atlanta, Buffalo, Boston, Dallas, Miami, New York, Philadelphia, Princeton, San Juan, Washington

CENTRAL AND EASTERN EUROPE TRADE DEVELOPMENT DIVISION (RBT)

Tel:(613) 996-6835; Fax:(613) 995-8783

Albania, Bosnia-Herzegovina, Bulgaria, Croatia, Czech Republic, FYR Macedonia, Hungary, Moldova, Mongolia, Poland, Romania, Russia, Slovakia, Slovenia, Ukraine, Yugoslavia

INTERNATIONAL TRADE CENTRES

The Department of Foreign Affairs and International Trade established International Trade Centres (ITC's) across Canada to assist first-time and experienced exporters by providing export publications, recruiting participants for trade fairs and missions, providing a wide range of services to companies seeking export counselling, technology transfer or joint ventures with foreign investors. Co-located with the regional offices of Industry Canada (IC), the centres operate under the guidance of DFAIT and all have resident Trade Commissions. For further information exporters are encouraged to contact the ITC nearest you. Export counselling is also available through the Department of Foreign Affairs and International Trade's *InfoCentre Office* in Ottawa which can be reached toll free at 1-800-267-8376; local callers: 993-6435.

NEWFOUNDLAND

International Trade Centre
215 Water Street, Suite 504,
P.O. Box 8950,
St. John's, Newfoundland
A1B 3R9
Tel:(709) 772-5511
Fax:(709) 772-2373

NEW BRUNSWICK

International Trade Centre
P.O.Box 1210,
Assumption Place
770 Main Street
Moncton, New Brunswick
E1C 8P9
Tel:(506) 851-6452
Fax:(506) 851-6429

MANITOBA

International Trade Centre
P.O.Box 981,
330 Portage Avenue, 8th Floor,
Winnipeg, Manitoba
R3C 2V2
Tel:(204) 983-8036
Fax:(204) 983-2187

P.E.I.

International Trade Centre
P.O.Box 1115,
Confederation Court Mall
134 Kent Street, Suite 400,
Charlottetown, P.E.I.
C1A 7M8
Tel:(902) 566-7400
Fax:(902) 566-7450

QUEBEC

International Trade Centre
P.O.Box 247,
Stock Exchange Tower
800 Place Victoria,
Suite 3800,
Montreal, Quebec
H4Z 1E8
Tel:(514) 283-8185
Fax:(514) 283-8794

SASKATCHEWAN

Saskatoon
International Trade Centre
The S.H. Cohen Building
#119-4th Avenue South,
4th Floor,
Saskatoon, Saskatchewan
S7K 5X2
Tel:(306) 975-5315
Fax:(306) 975-5334

BRITISH COLUMBIA

International Trade Centre
P.O.Box 11610,
900-650 West Georgia Street
Vancouver, British Columbia
V6B 5H8
Tel:(604) 666-0434
Fax:(604) 666-8330

NOVA SCOTIA

International Trade Centre
P.O.Box 940, Station "M",
1801 Hollis Street
Halifax, Nova Scotia
B3J 2V9
Tel:(902) 426-4782
Fax:(902) 426-2624

ONTARIO

International Trade Centre
Dominion Public Building,
4th Floor,
One Front Street West
Toronto, Ontario
M5J 1A4
Tel:(416) 973-5053
Fax:(416) 973-8161

ALBERTA

Edmonton
International Trade Centre
Room 540, Canada Place
9700 Jasper Avenue
Edmonton, Alberta
T5J 4C3
Tel:(403) 495-2944
Fax:(403) 495-4507

Calgary

International Trade Centre
Suite 1100,
510-5th Street S.W.,
Calgary, Alberta
T2P 3S2
Tel:(403) 292-6660
Fax:(403) 292-4578

BIBLIOGRAPHY

- Department of Fisheries and Oceans.** *Canadian Fish Exports, 1993 vs 1992.* 1994.
- Economist Intelligence Unit.** *Egypt: Country Profile, 1993-94.* 1993.
- Economist Intelligence Unit.** *Egypt: Country Report.* 4th Quarter 1993.
- External Affairs and International Trade.** *Export Promotion Priorities, 1993/94.* January 1993.
- External Affairs and International Trade.** *Fish Product Export Opportunity Guide.* July 1990.
- External Affairs and International Trade.** *Sectoral Synopsis: Fisheries, Sea Products and Related Services, 1993/94.* 1993.
- External Affairs and International Trade.** *World Lobster Marketing Survey.* 1993.
- External Affairs and International Trade.** *World Salmon Marketing Survey.* 1992.
- Food and Agriculture Organization.** *Fishery Statistics: Catches and Landings.* Yearbook, 1993.
- Food and Agriculture Organization.** *Fishery Statistics: Commodities.* Yearbook, 1993.
- International Monetary Fund.** *Direction of Trade Statistics.* Yearbook, 1993.
- International Monetary Fund.** *Government Finance Statistics.* Yearbook, 1993.
- International Monetary Fund.** *International Finance Statistics.* March, 1993.
- Price Waterhouse.** *Doing Business in Egypt.* Information Guide, 1993.
- Statistics Canada.** *Exports: Merchandise Trade.* Catalogue 65-202, Annual, 1993.
- U.S. Department of Commerce.** *Foreign Economic Trends and Their Implications for the United States: Egypt.* International Trade Administration.
- U.S. Department of Commerce.** *Marketing in Egypt.* Overseas Business Reports. International Trade Administration.